5e Année, N° 84 - 15 Juillet 1929 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)
Les Notes Economiques (R. Louzon)
La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)
Parmi nos Lettres (De tout et de tous)
A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).
Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)
Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois....... 20 fr. Un an......... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ...... 26 fr. Un an......... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.
Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.
Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.
Les numéros d'une année : 40 francs.
Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).



Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne"
"LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique
est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.
Prix : 9 fr.
Franco .... 11 fr.
Etranger .... 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

La Journée rouge du 1er août

J'ai rencontré un camarade qui avait eu sous les yeux par hasard la dernière R. P. et qui n'avait digéré qu'à moitié ce que je disais, dans mon Carnet, à propos de la Journée rouge.

— Vous avez raison dans la plupart de vos critiques. Bien sûr, les grèves générales du 12 octobre 1925 et du 8 août 1927 furent des défaites ouvrières et des victoires bourgeoises. Il est probable que la Journée rouge du 1er août ne sera qu'un fiasco ou un coup de tête sanglant contre un mur. Je vous le concède. Mais tout cela, pour hier, pour aujourd'hui, ce sont des critiques, c'est du négatif. Que proposez-vous de positif? Qu'auriez-vous fait, que feriez-vous à leur place? Ils sont seuls à tenter quelque chose. Et, ma foi, ils sont en partie excusables de faire des bêtises.

— Vous ne voyez pas ce que nous voulons, mon vieux, parce que vous ne voulez pas le voir. Vous ne nous entendez pas parce que nous n'avons pas de haut-parleur et qu'aujourd'hui il faut gueuler. Le tintamarre des charlatans stupido-communistes a vite fait de couvrir de simples voix d'hommes. Si vous preniez la peine de nous lire régulièrement, vous verriez que votre reproche n'est pas fondé. Chacune de nos critiques est doublée d'une proposition pratique.

— Qu'auriez-vous fait au moment de la guerre du Maroc, lors de l'affaire Sacco-Vanzetti?

— Ce que nous aurions fait? Mais nous l'avons dit et redit. Nous pensons même que jamais victoire ouvrière ne fut plus facile que dans le cas de la guerre du Maroc. Faire reculer le gouvernement du Cartel, l'obliger à museler le clan Lyautey et à cesser la guerre, était besogne relativement aisée. Deux moment psychologiques devaient être saisis, qui ne le furent pas. Et vous verrez pourquoi.

*Le premier de ces moments, lors de la révélation de la fameuse lettre Vatin-Pérignon, le chef de cabinet de Lyautey. Vous vous rappelez cette lettre et l'émotion qu'elle produisit. Sous le coup, Vatin-Pérignon fut obligé de donner sa démission. C'était un gros coup marqué, le premier résultat de la campagne de l'*Humanité*. Il fallait l'exploiter, taper encore plus fort en s'appuyant sur le plan développé dans cette lettre. Au lieu de cela, craignant bêtement que le mérite d'avoir limogé le bras droit de Lyautey revînt au Cartel des gauches et non au Parti communiste, l'*Humanité* garda le silence. Vatin-Pérignon abattu, il devenait facile d'abattre la politique guerrière qu'il incarnait. La chute de l'homme entraînait la chute de sa politique, l'abandon de « l'opération du cadenas » — que Briand, sentant le vent, désavouait dans les couloirs — et c'était la paix au Maroc. Devant le silence de ses ennemis, le clan militaire, meilleur stratège, eut tôt fait de relever Vatin-Pérignon. Chassé le 16 juin de son poste de chef du Cabinet civil de Lyautey, il était réintégré le 19 comme directeur de l'Administration générale du Maroc. La politique guerrière reprenait son cours. Une occasion était passée et bien passée.*

Mais la campagne du Parti communiste s'engageait à fond. C'était la préparation des congrès ouvriers contre la guerre, les plus grands congrès de bluff qu'on ait jamais vus en France, et qui devaient décider une grève de protestation de 24 heures. Nous avons dit et redit alors que les mots d'ordre de l'évacuation du Maroc et de la fraternisation étaient idiots et qu'ils ne feraient pas marcher les gens, tandis que celui de guerre à la guerre du Maroc rassemblerait et entraînerait tout le monde, socialistes et confédérés y compris. Pour avoir dit cela, on nous a couverts d'injures; il n'y a pas si longtemps encore, Doriot nous traitait à ce sujet de contre-révolutionnaires et disait que si le Parti communiste ne nous avait pas exclus, il n'aurait pas pu mener la lutte qu'il a menée contre la guerre du Maroc. Il en aurait évidemment mené une autre, par d'autres méthodes, qui avait toutes chances, celle-là, d'aboutir à une victoire. Mais ce qui importait pour nos grands chefs stupido-communistes, ce n'était pas de contraindre le gouvernement du Cartel à renoncer à sa guerre du Maroc, résultat qui pouvait être atteint par une protestation vaste et puissante, c'était de s'agiter pour le bénéfice et la gloire du Parti communiste. Toujours, ce que nous appelons la politique des sous-produits.

— Vous aviez peut-être raison. Mais dans l'affaire Sacco-Vanzetti, la C.G.T.U. a bien été seule à lancer le mouvement de grève?

— Allons donc! Deux ans après l'échec du 12 octobre 1925, animé des mêmes préoccupations, on commettait une faute plus stupide encore. Un jour, le bruit court que la C.G.T. va lancer un mouvement de grève de protestation d'une heure. Sans perdre de temps, la C.G.T.U. lance son appel pour une grève générale de 24 heures. Il ne fallait pas laisser à la C.G.T. le bénéfice d'une telle initiative. Pourtant, il n'y avait qu'à applaudir à cette initiative, à s'y joindre, à profiter de cette décision pour réaliser le front unique et accomplir un mouvement effectif de protestation capable d'impressionner le gouvernement américain.

— On n'a pas connu cela.

*— Ceux qui n'ont pas voulu le connaître. Aujourd'hui, on retrouve le même état d'esprit qu'en 1925 et en 1927. Mêmes rodomontades. Mêmes préoccupations secondaires. Même mépris du but qu'on affiche. Tout cela aggravé par le sentiment du terrain perdu et de la diminution des effectifs et de l'influence de la C.G.T.U. et du Parti communiste. Journée contre la guerre, dit-on. Journée pour reconquérir la rue. Journée rouge à l'image du 1er mai allemand. Journée pour donner l'expérience de la guerre civile. L'*Humanité* a écrit : « Nous ne devons, à aucun prix, considérer cette journée comme une journée ordinaire; son but est véritablement de réaliser un tournant historique dans le mouvement ouvrier. Nous devons lui donner une forme de journée de lutte, de grèves, de manifestations ».*

Une journée aussi extraordinaire ne vient pas sur commande. Elle ne se lance pas sur un ordre de l'Internationale Communiste que l'I.S.R. d'abord, les syndicats ensuite n'ont qu'à appliquer, sur lequel les syndiqués n'ont pas un mot à dire, au risque de se faire traiter comme Godonnèche et Aufrère « d'alliés de Chiappe » par un zigoto comme Herclet. Elle ne naît pas par simple esprit de concurrence : l'Internationale socialiste devait procéder à un vaste pétitionnement contre la guerre au début d'août; l'Internationale communiste, pour la griller, lance la journée du 1er août. On ne réalise pas un tournant historique du mouvement ouvrier comme cela, à volonté, et parce que le G. Q. G. communiste l'a décidé.

Rachètera-t-on le manque d'ampleur de cette journée extraordinaire par des incidents violents? L'esprit putschiste, que nous avons combattu sans arrêt depuis cinq ans, fera-t-il des siennes? Il est toujours possible de trouver à Paris quelques milliers de bons bougres pour se faire casser la figure. J'ai grand'peur que l'on ne caresse tant les camarades de la Terrasse que pour les jeter dans une aventure sanglante. Mais c'est compter sans leur bon sens.

Des camarades de l'Opposition communiste demandent à l'I.C. de renoncer à la journée du 1er août. Je ne peux croire qu'ils se fassent des illusions sur le sort de cette demande. Il est difficile, sinon impossible à l'I. C. de retirer son mot d'ordre. Il est plus difficile encore au Parti communiste français de ne pas chercher une revanche à sa reculade de Vincennes et à la journée du 1er mai.

Mais alors il n'a le choix qu'entre un fiasco plus lamentable que les précédents, qui achèvera de le déconsidérer, et une aventure sanglante. Celle-ci, le gouvernement la recherche probablement. Les dirigeants communistes, en envisageant d'un cœur léger la mise en état d'illégalité des syndicats unitaires, comme le faisait Semard au Congrès fédéral des Cheminots, paraissent disposés à tomber dans le traquenard.

La mise sous régime d'illégalité serait-elle le seul moyen qui leur reste pour sortir du pétrin où ils ont mis le mouvement ouvrier français? C'est peut-être un moyen pour eux d'en sortir sans qu'on leur demande de comptes, car on ne peut en demander aux martyrs, mais ce serait un coup mortel pour la C.G.T.U., un coup dont se ressentirait tout le mouvement révolutionnaire!

Briseurs de grèves

Les bolchevisés ont dominé longtemps dans les Syndicats unitaires de l'Enseignement parce qu'il leur était plus difficile que dans d'autres syndicats de se livrer à leurs expériences coutumières et de montrer, avec tous leurs talents, le fond de leur sac.

Ça leur était plus difficile, mais ce n'était pas impossible. Cette année ils ont montré brillamment, en deux occasions remarquables, comment ils entendent le syndicalisme à l'école.

La première fois, quand les Jeunesses Communistes ont mis à l'index le Manuel d'Histoire édité par la Fédération de l'Enseignement. Un livre de classe destiné aux écoliers n'a de mérites que s'il est conforme au catéchisme communiste.

Les vieux militants qui restent l'armature de la Fédération ont gardé jusqu'ici un silence gêné devant cette mise à l'index. Ils ont dû être rudement surpris, si surpris qu'il leur a fallu du temps pour réfléchir à toutes ces belles choses qu'on vient de leur révéler et qu'ils ne soupçonnaient certainement pas.

Ils ont à réfléchir maintenant sur le mouvement des normaliens de Quimper. Ils savent ce qu'est une Ecole normale et ce que sont des normaliens, ce qu'on peut leur demander et ce qu'on ne doit pas leur demander. Le Syndicat de l'Enseignement du Finistère, le plus nombreux, le plus solide, le plus ardent des Syndicats de la Fédération est l'un des rares qui aient pu avoir le contact avec les apprentis instituteurs que sont les normaliens. Il le pouvait en raison de ses 600 membres, ce qui fait de lui le seul Syndicat unitaire de masse de l'Enseignement, et de son influence sur le personnel enseignant du département. Hier, aux élections des conseillers départementaux, il enlevait haut la main les quatre sièges. Quand les incidents de l'Ecole normale de Quimper se sont produits, le Syndicat s'est porté tout naturellement aux côtés des normaliens pour les soutenir et les guider.

Voilà ses militants, Caruel, le secrétaire du syndicat, Josette et Jean Cornec, Allot, Drapier, ses militants les plus éprouvés traités de briseurs de grève. Ils seraient responsables de la rentrée des normaliens après deux jours de grève de solidarité. C'est déjà rudement beau qu'elle ait pu durer deux jours. C'est en miner le mérite que de crier à la trahison parce qu'elle n'a pas continué indéfiniment.

Traités ainsi par le délégué de l'Internationale de l'Enseignement, par celui de l'Union fédérale des Etudiants, par le quotidien communiste l'Humanité.

Il faut que ces délégués aient tout à apprendre de la lutte ouvrière pour ne pas comprendre que l'épithète de briseurs de grèves s'applique à eux et non pas aux militants du Finistère.

Il y a deux manières d'être un briseur de grève; la première, qui consiste à freiner un mouvement à faire et à recommander de faire le jaune; la seconde, qui consiste à pousser un mouvement plus loin qu'il ne peut aller, à tendre l'effort jusqu'à ce qu'il se brise. Dans les deux cas, on est un briseur de grève. La deuxième manière n'est pas la moins dangereuse. Quand les patrons échouent avec la première, ils se rabattent régulièrement sur la seconde. Si Cogniot l'ignore, qu'il l'apprenne.

Mais les militants des Syndicats de l'Enseignement qui ne sont pas tombés avec la dernière pluie savent cela, et je ne puis croire que le fanatisme communiste le leur fasse brusquement oublier.

L'histoire du Manuel et celle des normaliens de Quimper les amèneront non seulement à réfléchir, mais à se ressaisir.

Pierre MONATTE.

Parmi nos Lettres

D'une vieille de la brousse

D'une de nos bonnes camarades de province, quelques remarques amères et assez justes. Pas complètement à notre sens. Certes, la politique a sa part, mais il faut attribuer surtout la situation au découragement qui suit toujours les périodes de lutte et d'espérance, aussi à la « désindividualisation » produite chez les hommes qui ont passé cinq ans sous l'uniforme militaire à obéir mécaniquement, et qui retrouvent dans l'usine moderne la même discipline. Commandés au front, commandés à l'usine, ayant perdu le droit et le goût de réfléchir, ils trouvent naturels d'être commandés au syndicat et de n'avoir pas à se faire par eux-mêmes une opinion. Quitte à tirer au renard à l'occasion. Et à se fâcher tout rouge un beau jour.

Pas de grandes réflexions à faire cette année : le mouvement se traîne de plus en plus; il me fait l'effet d'une pauvre limace — une bête sans pensée, sans énergie propre, sans vie propre, sans ardeur.

C'est la politique, plus encore que les suites de guerre et de grève, qui l'a fourbu : le poison subtil, tueur d'énergie, de vie, semeur de discordes (comme s'il n'y avait pas assez d'occasions autres).

Quand, dans la V. O., je lis les coups de clairon des chefs, ça me fait l'effet d'une fanfare dans un hall vide : seul l'écho répond, rien ne bouge.

Voilà mon impression. C'est celle d'une vieille de la brousse. Est-elle bien fausse ? Pour une faible part, je crois.

A forcer perpétuellement le ton, à tendre la corde hors propos, on crève les tympans et on met les gens sur le derrière. Alors, on peut toujours appeler et essayer de marcher.

Pourvu que ça ne dure pas trop de temps encore.

***

Autour de la « radicalisation » des masses

Les dirigeants communistes ont inventé la « radicalisation » des masses. Ils prétendent également avoir inventé de remarquables méthodes de lutte dans les grèves. Pas si nouvelles que ça, les méthodes que vous vous appropriez, répond aux dirigeants communistes, un camarade de Saint-Etienne :

Les masses sont radicalisées, affirment ténors et roquets du parti communiste. Elles sont radicalisées, elles entrent en lutte ...et si elles échouent comme à Saint-Etienne et à Roanne, c'est parce qu'il y a eu des défaitistes qui n'ont pas su employer les nouvelles méthodes préconisées par le P. C.

Les méthodes que l'on désigne ainsi ne sont pourtant pas nouvelles. Les mineurs de la Loire, les métallurgistes, les passementiers, les ont employées bien avant que le P. C. eût inventé la radicalisation, et sans le secours du parti.

C'est ce que je me disais en lisant un petit ouvrage tendancieux de Léon de Seilhac sur les grèves du Chambon, de 1909 et 1911.

A cette époque, en l'espace de moins de deux ans, les métallurgistes du Chambon soutinrent deux grèves importantes, l'une de 100 jours (du 22 décembre 1909 au 1er avril 1910), l'autre de près de six mois (du 2 mars au 23 août 1911).

La première fut essentiellement une grève de solidarité. Elle fut déclenchée par le syndicat pour exiger la reprise d'un tourneur renvoyé sans motif sérieux à l'usine Besson. Le patron accepte de reprendre l'ouvrier et de le conserver, s'il travaille bien à l'avenir.

Mais le syndicat qui tient à être reconnu et qui se méfie des promesses orales, exige une confirmation par lettre. Sur le refus du patron, grève générale de la boulonnerie pour le lendemain, grève qui reprend le 15 février et est suivie de la grève des limiers et autres métallurgistes, le 23.

Tout le Chambon en grève. Les ouvriers ne céderont que lorsque le syndicat sera reconnu par les patrons.

Et sans le secours d'aucun parti, l'action directe est organisée. De vastes manifestations rassemblent la population chambonnaise et gagnent Firminy, Saint-Etienne. Un café tenu par un jaune, un atelier sont pillés. Le feu est mis à un hangar de la maison Paulet. Un détachement de dragons doit tourner bride, la pompe qu'on amenait est renversée dans le fossé, une barricade est dressée. Les grévistes ne s'en vont que lorsque le hangar est complètement brûlé.

Le conflit se termine par un arbitrage. Le syndicat est reconnu. Des membres de sa section technique feront partie de la délégation ouvrière lorsqu'un conflit éclatera dans une usine.

La deuxième grève éclata dans l'usine Mermier où l'on avait affiché une baisse de salaires sans prévenir les ouvriers. L'accord se fût fait si le patron avait voulu signer les nouveaux tarifs avec les représentants du syndicat.

Les patrons qui veulent abattre ce syndicat trop puissant se solidarisent avec Mermier, ils menacent de lock-out, puis le déclarent. Un patron effrayé va installer son usine à Monistrol.

Comme en 1910, les dragons, les gendarmes, les mouchards sillonnent les rues nuit et jour. Mais les grévistes ne sont pas intimidés. Mêmes manifestations monstres. Plusieurs bombes éclatent, contre le poste de transformation électrique d'une usine, chez un jaune. Un renard est attaqué dans un bois. Des gendarmes sont envoyés, mais ils reviennent bredouilles : 2 sont désarçonnés, un cheval tué. Les enfants sont conduits à Saint-Etienne, en une manifestation monstre... et ce n'est qu'après six mois de lutte que les ouvriers rentrent.

Et ces deux grèves imposantes s'étaient déroulées sans le secours de politiciens, avec le seul syndicat pour guide. Que diraient les envoyés de l'Humanité *si le parti communiste réussissait à déclencher de pareils mouvements?*

AU CHANT DE « GIOVINEZZA » !

Une dépêche de l'*Information*, datée de Milan, 28 juin, nous apprend que le général italien Balbo a été très satisfait de l'accueil reçu par l'escadrille fasciste qui vient de survoler la Mer Noire. Voilà ce qu'en dit l'*Information :*

Dès son retour, M. Italo Balbo avait tenu d'ailleurs à exposer les résultats de son voyage en insistant particulièrement sur l'accueil enthousiaste que ses compagnons et lui avaient reçu dans les pays qu'ils avaient visités. Les réceptions offertes aux aviateurs italiens en Grèce, en Roumanie et en Bulgarie avaient été des plus cordiales. Mais ce fut surtout en Turquie et à Odessa que l'arrivée de la flotte italienne aérienne fasciste souleva le plus d'enthousiasme. Dans cette dernière ville, des fêtes magnifiques eurent lieu où officiers italiens et officiers soviétiques fraternisèrent et où l'on exécuta au milieu du plus vif enthousiasme, l'hymne Giovinezza *et l'hymne des Soviets :* l'Internationale.

L'hymne « Giovinezza » est l'hymne d'assaut des fascistes; c'est aux accents de « Giovinezza » que les chemises noires montèrent à l'assaut des Bourses du Travail et qu'ils assassinèrent les ouvriers italiens.

Les dirigeants soviétiques d'Odessa ont-ils, oui ou non, toléré, « au milieu du plus vif enthousiasme », l'exécution de « Giovinezza », en l'honneur des aviateurs fascistes ? Les officiers soviétiques ont-ils, oui ou non, fraternisé avec les assassins ?

Nous attendons un démenti de l'Ambassade de l'U. R. S. S. à Paris.

André Marty, en souvenir de la révolte des marins de la Mer Noire dans ce même port d'Odessa, — se joindra sans doute à nous pour protester contre cette indignité, contre cet outrage à la classe ouvrière ?

LE MOUVEMENT DES NORMALIENS DE QUIMPER

La réponse des militants du Finistère aux briseurs de grèves de *L'Humanité*

Un mouvement comme celui que viennent de mener les élèves de l'Ecole Normale d'instituteurs de Quimper mérite d'être connu des militants ouvriers. Ce fut un mouvement de protestation contre les restrictions apportées au régime de l'école, contre les mœurs de police que le directeur eut la prétention d'instaurer; il se poursuivit avec belle allure, à l'intérieur de l'école comme à l'extérieur, après comme avant le licenciement. Les élèves-maîtres ont remarquablement tenu le coup. Ils ont donné le témoignage d'une grande combativité, ils ont fait la preuve d'un esprit de solidarité, d'un esprit syndicaliste qui laisse à penser que ces jeunes gens deviendront d'actifs militants de notre corporation.

C'est pour ces raisons que nous voulons retracer leur mouvement dans la *Révolution Prolétarienne*.

Mais pourquoi faut-il faire front, en cette circonstance, à la fois contre, d'une part, l'administration et toute la presse bourgeoise de la région, et, d'autre part, contre les militants du Parti Communiste, qui s'en vont maintenant en clabaudant que nous sommes, en compagnie de militants du Syndicat Unitaire du Finistère comme Caruel, comme Allot, comme Drapier, des « briseurs de grève », — tout simplement! Ces gens ne peuvent-ils donc pas admettre qu'un mouvement quelconque ne soit pas entre leurs mains, et que, — quelle outrecuidance! — ce soit, justement peut-être parce qu'ils ne s'en sont pas mêlés, un beau mouvement? Sont-ils destinés à salir, voire à saboter, tout ce dont ils s'occupent?

L'Humanité du 5 juillet a publié, sur la grève des Normaliens de Quimper, un article infâme. Nous tenons à reproduire cet article en entier. Voici, sous le titre : « *Les anarcho-réformistes ont brisé la grève des normaliens de Quimper* », ce qu'a osé imprimer l'organe du Parti Communiste :

Le jeudi 27 juin, les élèves de l'Ecole normale de Quimper entraient dans leur quatrième semaine de grève, aussi décidés que le premier jour, ne voulant rentrer à l'Ecole normale qu'après complète satisfaction.

Convoqués individuellement, à 21 heures, à l'école, ils se réunirent à Quimper pour envisager la situation. Mais l'état-major anarcho-réformiste Jean et Josette Cornec, Allot, Caruel, Drapier veillait. Ils arrivent en auto à la réunion et prêchent tour à tour le mot d'ordre : « Rentrée à l'école pour continuer l'action à l'intérieur ». L'assemblée repousse cette proposition par 48 voix contre 37. Malgré ce vote, Caruel-Cornec manœuvrent et insistent et les élèves rentrent à l'école. Mais, le lendemain, la grève des cours est complète. Les élèves au nombre de 80 envoient un télégramme de protestation aux autorités contre les révocations.

Ils rentrent alors, font leurs malles et ressortent. Les uns repartent dans leur famille, les autres s'installent à Quimper. Mais le samedi soir, le sinistre état-major déjà mentionné arrive et recommence à prêcher la rentrée; on parle du désespoir des parents, des gendarmes, etc... et craignant un vote, on ajourne la réunion au lendemain matin 6 heures. Les délégués de l'Union fédérale des Etudiants, des groupes de jeunes, de l'Internationale de l'Enseignement devaient arriver à 8 heures.

A leur arrivée, tout est terminé; la manœuvre a réussi. La décision de rentrer est prise, non sans que Caruel-Cornec aient dénoncé les « envoyés de Paris » et la relation qu'ils établissent entre la lutte contre la P. M. S. et la lutte contre la guerre comme responsable de tous les maux.

Les anarcho-réformistes reconduisent à l'école les élèves sous les épithètes de « briseurs de grève » que leur lancent nos camarades.

Mais l'administration est de plus en plus arrogante. Il ne suffit plus en rentrant de signer un acte de soumission ; on refuse de laisser rentrer les élèves. Et Caruel-Cornec, pressés d'en finir, de peur que ceux-ci se ressaisissent, vont supplier les autorités de rouvrir l'école, que les élèves sont maintenant soumis.

Cette fois on dit avec cynisme aux élèves : « Vous serez calmes; votre action est terminée; comptez sur nous pour faire réintégrer les révoqués ». Langage habituel des briseurs de grèves.

Dix élèves sont révoqués !

Mais quelles que soient les révocations et les brutalités de l'administration, quelles que soient les manœuvres des agents de la bourgeoisie, Cornec-Caruel et les autres, le mouvement de lutte des normaliens s'organise, s'étend et vaincra.

Vive la lutte des futurs instituteurs.

Vive la lutte de tous les travailleurs.

En relatant — sans bluff — le mouvement de Quimper pour les lecteurs de la *Révolution Prolétarienne*, nous répondrons par des faits et par des arguments aux insultes basses et canailles qui nous sont adressées par les anonymes de *l'Humanité* (1).

Le mouvement et ses causes

Il y a environ deux mois, trois élèves-maîtres de Quimper rentrent plus ou moins « éméchés » d'une fête voisine. Ils sont blâmés pour inconduite. Peu de temps après, un autre cas semblable se produit : la sanction est réservée.

A la rentrée de la Pentecôte, un jeudi, l'inspecteur d'académie décide d'apporter des modifications au régime intérieur de l'école : *désormais, les sorties du jeudi seront surveillées*, le régime d'été est supprimé provisoirement.

Aussitôt, un vif mécontentement se fait jour. Si aucun des cent neuf normaliens que compte l'école ne songe à défendre ceux qui ont eu des écarts de conduite, tous se dressent contre le procédé stupide qui consiste à punir collectivement pour des fautes individuelles.

Une pétition est rédigée et portée au directeur : nos jeunes camarades réclament le rétablissement du régime habituel et déclarent qu'ils refuseront de participer à la fête des écoles de Quimper si on ne leur accorde pas satisfaction.

Le directeur accueille aimablement la pétition,

---

(1) Ce qui n'a pas empêché *l'Humanité* de publier, le 10 juillet, sous le titre : « Solidaires des élèves de l'Ecole Normale de Quimper » la dépêche d'agence relatant la démission de protestation des quatre membres du Conseil départemental. Or ces quatre membres sont précisément Allot, Caruel, Josette Cornec et Jeanne Kersalé. « Briseurs de grève » le 5 juillet, les militants du Syndicat sont le 10 « solidaires des normaliens ». Comprenne qui pourra! Et voilà le sérieux de *l'Humanité* (N. D. L. R.).

mais réserve sa réponse pour avoir l'avis de l'inspecteur d'académie. Il manœuvre, il manque totalement de franchise à l'égard de ses élèves, dans l'espoir de les rouler.

Les normaliens ne se laissent pas faire : tous refusent de se rendre à la fête des écoles, le samedi soir.

Le dimanche matin, le directeur annonce que l'Ecole est consignée.

L'effervescence grandit. Vers 2 heures, une délégation va demander au directeur les motifs de la consigne. « Je n'ai pas le temps, car ce serait trop long à vous expliquer », lui est-il répondu.

Affolé par le résultat de ses provocations, ce directeur incapable aggrave encore la situation par des mesures déplacées. Le lundi, pour essayer de découvrir les meneurs, il fait défiler dans son bureau, un à un, tous les normaliens. Et c'est l'interrogatoire inqualifiable : on demande à nos jeunes camarades de faire les mouchards, d'écrire, ou simplement de pointer sur une liste le nom des meneurs; on menace, on fait appel aux sentiments, on fait des promesses, on flatte...

De tels procédés indignent les élèves-maîtres. Aussi, le soir de ce même jour, refusent-ils de se rendre en étude, à 17 heures, pour faire une composition. Ils restent dans la cour. L'intervention du directeur, celle d'un professeur, n'ont aucun succès. L'inspecteur d'académie arrive vers les 19 heures, fait procéder à un appel nominal. Peine inutile : 109 *non* pour la rentrée en étude.

Le mardi, l'interrogatoire continue.

Au cours de ces interrogatoires, directeur et inspecteur d'académie ont fait preuve de qualités spéciales à un autre métier, mais ils ont montré peu de sens psychologique. Après les sanctions collectives, l'appel à la délation..., ils n'ont voulu connaître que la manière forte, et ils se sont heurtés à la superbe unanimité des 109 jeunes hommes, énergiquement et solidairement dressés contre des mesures stupides et des procédés avilissants.

Et ce fut le scandale public. Dans un moment d'aberration, ces deux chefs, qui n'avaient pas calculé la portée de leur attitude à l'égard des normaliens, proposèrent au recteur le licenciement de l'Ecole Normale.

Gendarmerie et police sont alertées, les élèves-maîtres sont renvoyés dans leurs familles... sans que les parents soient prévenus!

Le Syndicat unitaire intervient

Sans attendre l'appel que l'unanimité des normaliens lui adresse, le Syndicat se dresse immédiatement contre ce scandale administratif qui atteint les élèves-maîtres, leurs familles et l'école laïque elle-même. Il dénonce les responsabilités et réclame des sanctions contre les chefs qui sont la cause de ces incidents.

Pour détruire les légendes que la presse locale répand, il organise rapidement un meeting pour le personnel, le 13 juin. Plus de trois cents collègues y viennent et se solidarisent avec les normaliens.

L'action est bien partie. Partout, nos syndiqués sont alertés : il faut dire aux familles que le Syndicat approuve et soutient les élèves-maîtres. Pour que le moral reste bon chez les « licenciés », nous mettons de l'argent à leur disposition pour les frais de correspondance et de réunion dans les différents centres choisis par eux. On prévoit d'autres réunions des normaliens avec des militants du Syndicat, des tracts, des affiches, des meetings publics... Bref, tout était prévu lorsque l'Union Fédérale des Etudiants et l'Internationale de l'Enseignement ont arrêté notre travail.

Nous avions invité l'Union Fédérale des Etudiants à nous envoyer un orateur pour le meeting du 13 juin. En même temps, nous lui faisions savoir que le Conseil syndical unanime (communistes compris) jugeait inopportunes, pour le moment, la venue de Cogniot, de l'Internationale de l'Enseignement, à Quimper, ainsi que la tenue d'un meeting public dans cette ville.

Malgré notre avis, Charlot, de l'Union Fédérale, et Cogniot, faussement documentés par la fraction communiste du Syndicat, débarquent à Quimper le 16, prennent la direction du mouvement, et organisent un meeting public pour le 19.

Les secrétaires du Syndicat, sur la grande insistance de Cogniot et avec l'espoir que leur présence pouvait être utile aux normaliens, prennent part à ce meeting. Il y exposent le point de vue du syndicat et sont navrés d'entendre des exposés tout à fait déplacés (notamment sur la préparation du 1er août), étant donné l'objet du meeting qui était de faire connaître la vérité sur les incidents de l'Ecole Normale.

Nos camarades ne cachent pas leur pénible impression à Cogniot qui rentrait à Paris en nous laissant une situation plus difficile.

L'attitude de quelques communistes d'ici — qui n'ont pas hésité à dénaturer les intentions et les actions de nos militants — a également compliqué notre besogne pendant cette période de licenciement (« de grève », a-t-on écrit ridiculement dans *l'Humanité*). Le plus clair de leur travail syndical ne consiste-t-il pas à nous dénigrer les uns et les autres?

Malgré tout, nous reprenons en mains la défense des normaliens. Un bulletin spécial est préparé, la solidarité s'organise. Nous reprenons l'idée des meetings dans tout le département, avec affiches et tracts préalables pour y préparer les esprits.

La réouverture de l'Ecole

Après trois semaines, c'est le rappel par convocations individuelles. Les journaux annoncent dix-sept sanctions : lesquelles?

Les militants décident de se rendre à Quimper dans la soirée... en auto (oui, *Humanité!*) afin de pouvoir rentrer chez eux dans la nuit.

Les trains amènent les normaliens par groupes. Vers 19 h. 50, nous leur cherchons une salle de réunion. Les jeunes gens échangent leurs impressions, citent les camarades qui manquent à l'appel. On ignore les sanctions, mais on sait qu'il y en a. La colère gronde. Des propositions contradictoires se font entendre. Caruel apporte à nos camarades l'assurance de la solidarité entière du syndicat et leur demande de dire leur opinion franchement, dans un vote secret, sur l'attitude à adopter.

Voilà, menteurs de l'*Humanité*, quelle a été l'attitude des militants du Syndicat à cette réunion du 27 juin. Le vote a lieu. Sur 85 votants (6 frappés compris), 37 se prononcèrent pour la rentrée, 48 contre. Notons qu'à cette heure, 15 élèves étaient soit en ville, soit déjà à l'Ecole.

Les 37 camarades de la minorité, tout en se déclarant solidaires des exclus, n'acceptent pas de rester dehors. Voyant cela, un élève fait la proposition de rentrer tous et de manifester à l'Ecole. C'est ce qui est décidé.

L'un de nous intervient alors et demande aux normaliens de faire l'impossible pour retrouver leur unanimité solide d'avant le licenciement, afin de défendre les punis avec efficacité.

Vers 21 h. 30, la rentrée se fait. Nous nous occupons des non-rappelés et, dans la nuit, vers 1 h. 30, nous rentrons chez nous..., grâce à l'auto.

Le vendredi 28 juin, les normaliens décident de

se rendre en un groupe calme et imposant à la poste, pour y expédier au recteur un télégramme qui proteste contre les exclusions et lui annonce la grève des cours.

Le soir même, à 21 heures, pour parfaire ce magnifique geste de solidarité, 74 d'entre eux quittent l'Ecole Normale et se logent tant bien que mal en ville. 21 d'entre eux se rendent le lendemain dans leur famille.

Le samedi matin, par télégramme, les normaliens nous annoncent leur sortie et nous appellent auprès d'eux. A 18 heures, *grâce à l'auto*, les secrétaires du Syndicat et les élus du personnel sont de nouveau là, apportant leurs félicitations pour une si belle attitude... et des milliers de francs pour couvrir tous les frais de cette nouvelle sortie.

Une salle est enfin trouvée, à 21 heures. Il y a là une cinquantaine de normaliens. C'est une assemblée d'information; il est entendu qu'aucune décision ne sera prise ce soir-là.

La situation est établie d'une façon précise. Sur les 95 élèves appelés le jeudi (il y avait eu 10 exclusions, 4 changés d'école), il y en a 31 à l'école, que les parents y avaient reconduits dans la journée. Il restait au dehors 64 élèves : 21 chez eux; en ville, 43, plus quelques exclus ou transférés.

Un gros problème se posait : Que feront les parents?

Après avoir dit ce qu'ils avaient envisagé pour la solidarité et apporté l'assurance que le Syndicat prenait à sa charge les frais d'hôtel de tous pendant toute la durée du mouvement, les militants du « *sinistre état-major* » (suivant le terme de l'*Humanité*) posent la question de l'attitude des parents en face de ce second mouvement. Les normaliens ont prévenu leurs parents de leur nouvelle sortie, la presse a fait savoir partout que les élèves sortis ne seront réadmis à l'école que reconduits par leurs familles. Ces jeunes gens de 17 à 20 ans se sont conduits en hommes, et ils ont encore au cœur le désir de tenir jusqu'au bout. Mais il y a les parents.

« Quelle est leur opinion ? » Franchement, les normaliens expriment leur avis : 30 seront reconduits à l'école; 9 se disent à moitié libres et 6 entièrement libres.

On échange ensuite des opinions sur les possibilités de gagner les parents à la continuation du mouvement, et on fixe l'heure de la réunion du dimanche matin. Cornec propose 9 heures, mais, à l'unanimité — y compris le camarade qui avait appelé Charlot — les normaliens décident de la tenir à 7 heures, avant l'arrivée des premiers parents.

La rentrée

Après la réunion du samedi soir, les normaliens apprennent que le directeur a adressé aux parents une lettre recommandée, dans laquelle il est dit que les élèves qui ne seront pas rentrés, *conduits par leur famille*, avant le lundi soir, seront considérés comme démissionnaires.

La lutte changeait complètement de terrain; désormais, l'Administration n'a plus affaire qu'aux parents, c'est à ceux-ci qu'il appartient maintenant de prendre une décision.

Plus de doute pour nos jeunes camarades. Un vote secret, auquel prennent part les transférés, donne 36 pour la rentrée immédiate, 1 abstention et 7 contre. Après la proclamation du résultat, ceux qui ont voté contre se déclarent eux-mêmes partisans de la rentrée en bloc, seule solution possible.

A ce moment, Caruel vient tirer la leçon de la lutte des normaliens : « *Vous ne rentrez pas en vaincus. Par votre grève de solidarité de 48 heures, vous avez touché à l'impossible. Soyez fiers de votre mouvement. Vous avez décidé de rentrer. Allez-y la tête haute, et ayez confiance dans le syndicat pour l'action à mener en faveur des camarades frappés.* »

Nous avions appris incidemment que Charlot devait venir. A la fin de la réunion, nous demandons donc aux normaliens de l'attendre. Il arrive, escorté de Cogniot, d'un délégué des Jeunes de l'Enseignement et de militants communistes de notre Syndicat.

Caruel leur fait part en deux mots de la décision des normaliens.

Aussitôt — sans demander aucune explication, sans connaître la situation — Charlot adresse de vives remontrances aux normaliens et lance des insultes aux militants présents : « *briseurs de grève; vous avez étranglé un très beau mouvement, dans l'ombre, au petit jour* ». Cogniot réitère les mêmes accusations, sous les protestations des normaliens.

Les militants du Syndicat répliquent vertement, applaudis par les élèves-maîtres. Un des élèves frappés, désigné par ses camarades, dans une belle improvisation, rétablit la vérité. Vigoureusement applaudi par les autres, il adresse aux militants injuriés par Charlot et Cogniot, les vifs remerciements des normaliens pour leur dévouement à leur cause, et affirme que tous ont confiance au Syndicat pour l'action à mener.

Evidemment, c'est dur à digérer pour les Charlot, Cogniot et Cie. Comme l'un d'eux veut encore intervenir, d'un geste unanime, tous les normaliens se lèvent et quittent la salle.

La colère des insulteurs n'a plus de borne : mouchés d'importance par les normaliens eux-mêmes, leur saleté se retournait contre eux. Une fois de plus aussi, ces vils minoritaires échappaient à la flétrissure qu'ils mijotaient contre eux, dans l'ombre, avec l'aide de quelques comparses dont nous reparlerons. C'est pourquoi, après quelques injures nouvelles lancées dans la rue contre nous, ils ont eu recours à l'article anonyme, mensonger, infâme, de l'*Humanité*!

Le directeur de l'Ecole Normale refusant de recevoir les normaliens sans leurs parents, les délégués élus du personnel au Conseil départemental se rendent à l'Ecole, puis chez l'inspecteur d'Académie, pour les placer devant leurs nouvelles responsabilités.

Sachez, calomniateurs de l'*Humanité*, que ces militants n'ont pas l'échine en caoutchouc. Ils n'ont pas l'habitude de se dégonfler, comme certains de vos fidèles de Concarneau, Rospars en personne.

Après les repas pris en commun, une nouvelle réunion a lieu. On y règle une foule de points sérieux relatifs aux exclus, aux transférés, à l'examen du B. S., aux demandes de postes pour les exclus, à l'organisation de la lutte pour la réintégration de tous.

Puis les normaliens rentrent, accompagnés de parents, d'amis ou... d'inconnus.

Simple rapprochement

Nous aurions tout à reprendre dans l'article de l'*Humanité*. Cet article, faux du commencement à la fin, contient des insinuations et des accusations qui soulèvent l'indignation de ceux qui nous connaissent.

Dès maintenant, Allot, Caruel, Drapier et les Cornec se dressent face à leurs insulteurs et, demain, ce sera la quasi-unanimité du Syndicat du Finistère qui se rangera à leurs côtés pour fustiger, comme il convient, pareille saloperie. D'autres protestations s'élèveront, et il faudra bien que la Fédération Unitaire de l'Enseignement elle-même prenne position, car nous ne permettrons pas que la mauvaise foi d'une petite coterie puisse empoisonner notre mouvement syndical.

Nous riposterons d'autant plus énergiquement que la calomnie lancée contre nous atteint le plus beau mouvement qu'il nous ait été donné de connaître parmi les étudiants.

Nous nous tournons vers les normaliens et nous leur disons :

« Devant les attaques abjectes des Cogniot, Charlot et Cie, qui veulent diminuer votre mouvement, nous vous renouvelons ici, publiquement, notre profonde admiration pour les belles qualités dont vous avez fait preuve au cours de ces incidents.

« Ceux qui veulent faire croire que votre mouvement a été brisé, se rendent-ils compte de la valeur, de la portée de votre grève de solidarité à l'égard des exclus? Vous avez prouvé à ces derniers que vous ne les abandonniez pas. Vous avez démontré à l'Administration qu'il n'y avait pas de meneurs dans votre mouvement, puisque, malgré l'exclusion des 14 « fortes-têtes », vous avez déclenché une nouvelle et imposante manifestation.

« Nous qui avons vécu de près cette lutte que vous avez menée, et qui sommes bien placés pour connaître toutes les difficultés que vous avez rencontrées, nous pensons que vous ne pouvier pas mieux faire, que « vous avez touché à l'impossible ».

Et, nous tournant vers les insulteurs, les bluffeurs, nous leur demandons : « Qu'auriez-vous fait à notre place ? Quel nouvel effort auriez-vous réclamé des normaliens ?

Il faudra bien qu'on nous réponde.

Il faudra qu'on nous explique pourquoi Charlot a accusé ainsi les 45 normaliens présents à la réunion du dimanche 28 juin : « Vous avez trompé l'espoir — leur a-t-il dit — que nous avions mis en vous. »

Mais un rapprochement s'impose :

Par solidarité pour leurs 14 camarades frappés, les normaliens de Quimper font une grève de solidarité de 48 *heures* puis décident de rentrer en bloc.

Par solidarité pour les 191 facteurs parisiens suspendus après leur mouvement du 31 mai, la Fédération postale unitaire — dirigée par des communistes — lance une grève de solidarité de 24 *heures* puis ordonne la reprise du travail.

Pour n'avoir pas poussé une fraction des normaliens — qui sont mineurs, ne l'oublions pas — à prolonger leur grève de solidarité au-delà de 48 heures, les militants du Syndicat Unitaire de l'Enseignement du Finistère sont gratifiés des épithètes « *briseurs de grève* », « *agents de la bourgeoisie* ». Que réserve-t-on à Gourdeaux et autres militants de la Fédération postale unitaire qui ont donné l'ordre de reprise du travail après 24 heures aux postiers en grève, des adultes pourtant ?

Nous ne nous laisserons pas faire !

Toute la presse bourgeoise de l'Ouest hurle à nos chausses depuis un mois. Les faits sont dénaturés par elle afin de pouvoir réclamer notre révocation. Cependant, de touts les articles parus à ce jour, celui de l'*Humanité* est certainement le plus ignoble. On y masque à peine le véritable but poursuivi : *nous discréditer aux yeux des autres militants.*

Ce n'est là qu'une phase de la lutte préconisée par l'Internationale Communiste contre tous ceux qui continuent à défendre l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis. On a cru trouver une occasion favorable pour éreinter le fort noyau « d'opposants malsains » du Finistère... et on n'y est pas allé avec le dos de la cuiller !

Mais nous ne nous laisserons pas faire! Nous ne laisserons pas démolir notre Syndicat!

Convaincus de n'avoir rien à se reprocher, les militants injuriés par l'*Humanité* iront au Congrès fédéral de Besançon la tête haute, demander où se trouvent les briseurs de grève, les saboteurs du mouvement syndical, les auxiliaires de la bourgeoisie.

Et ils ne seront pas seuls !

Josette et Jean CORNEC.

N.-B. — Une souscription est ouverte pour les 14 normaliens frappés. Adresser l'argent à Jean Cornec, instituteur à Daoulas (Finistère) C. C. 2967 Rennes.

LA PETITE HISTOIRE

« VOUS AVEZ RAISON... »

Curieux passage de l'*Officiel*, extrait de la séance de la Chambre du 5 juillet où fut discutée l'interpellation Dormann sur les gifles reçues par Chiappe:

M. André Tardieu. — ... *Il y a quelque trente ans que je connais le préfet de police. Je le connais avec ses qualités et ses défauts. Je sais qu'il n'est pas homme à subir rien qui puisse diminuer soit sa personne, soit sa fonction.* (Applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche.)

C'est, de plus, un homme qui, lorsqu'il donne sa parole d'honneur, peut et doit être cru. (Nouveaux applaudissements.)

Tout le monde sait, enfin, dans cette Assemblée, qu'il n'a jamais manqué ni de courage physique ni de courage civique. (Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. Louis Rollin. — *Très bien! Tous ceux qui connaissent M. le préfet de police sont d'accord avec vous.*

M. Louis Malvy. — *Vous avez raison, monsieur le ministre.*

Autrement dit, M. Malvy — le proscrit Malvy! — à plat ventre devant Chiappe, le préfet à poigne, le préfet de la répression forcenée.

L'attitude singulière de cet homme de gauche ne s'explique-t-elle pas toute seule par le fait que le fils Malvy est précisément un des secrétaires de ce préfet si courageux ?

⁂

UNE CONSCIENCE

L'Académie française a décerné son grand prix de littérature à M. Henri Massis qui le méritait bien, ce petit pédantasse réalisant à la perfection, sur le plan de l'intelligence comme sur le plan social, le type du réacteur fieffé et du cagot plein d'astuce.

Naturellement tous les folliculaires qui font métier d'approvisionner le beau monde d'idées toutes faites et d'admirations à sa taille, applaudissent. Le royaliste Dubech prophétise sans rire que Massis « sera la conscience de sa génération. » L'Orion de chez Maurras affirme avoir vu Massis en 1919 « portant *encore* l'uniforme d'officier de chasseurs à pied sous lequel il venait de finir la guerre », et il le loue de s'être, avant 14, « dressé » contre la Sorbonne internationaliste, pacifiste et antimilitariste (oh!) « assumant à l'avance le terrible devoir que la guerre allait lui imposer », etc., etc.

Disons ce que personne n'a dit.

M. Henri Massis, avant de partir « s'agenouiller » (Orion *dixit*) sur le front... du Saint-Sépulcre à Jérusalem (ce fut sa façon de finir la guerre) avait « servi »... dans la censure à Paris.

Et notre ami Amédée Dunois pourrait conter comment ledit Massis comprenait ses nobles fonctions. Tout en empêchant de paraître une petite brochure pacifiste dans laquelle Dunois avait réuni deux

beaux articles de Romain Rolland, alors inconnus en France, (c'étaient *Au-dessus de la mêlée* et *Inter arma caritas*), le futur grand prix n'hésitait pas, avec un tact exquis, à reproduire tout au long l'un de ces deux articles dans un pamphlet de sa façon intitulé péremptoirement : *Romain Rolland contre la France*.

Où donc Massis avait-il eu connaissance de l'article ? *A la censure*. A la censure où l'épreuve de la brochure Dunois traîna de février à juillet 1915, attendant qu'un de ces messieurs de la Boîte (peut-être Massis lui-même?) voulut bien la massacrer, selon toutes les règles de l'art.

Massis fit main basse sur l'épreuve et l'envoya pour son compte à l'impression. Son indélicatesse, il l'a d'ailleurs *signée* — comme on dit en jargon de police et, par conséquent, aussi de censure — en reproduisant, par bévue, une note relative à K. Liebknecht qui n'existait pas dans le texte primitif et que Rolland avait ajoutée pour la réimpression en brochure.

Tel est l'impudent bonhomme en qui l'ineffable Dubech prétend voir « la conscience de sa génération ». Si Dubech disait vrai, nous ne manquerions pas d'adresser à cette dernière nos plus vives condoléances !

⁂

IL Y A VINGT ANS

Le *Temps* du 2 juillet a publié l'information que voici :

Nous apprenons le mariage de Mlle Catherine Paul-Boncour avec M. Jean-Dars, avocat à la Cour d'appel, qui a été célébré dans la plus stricte intimité.

Les témoins de Mlle Paul-Boncour étaient : M. Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères, et M. Guillaume Paul-Boncour, son frère; ceux de M. Jean-Dars, MM. Henri-Robert et Aubépin, anciens bâtonniers de l'ordre des avocats à la Cour de Paris.

Paul-Boncour est toujours membre du Parti Socialiste S.F.I.O. De ce même parti qui, jadis, avait exclu Albert Wilm à la suite d'un accident ayant révélé la présence de ce député socialiste dans l'auto de Briand.

Le Parti socialiste n'avait pas voulu admettre de telles relations entre un de ses élus et « l'Aventurier ».

Mais c'était il y a vingt ans !...

⁂

LE REGNE DU FLIC.

D'un article de Dausset dans l'*Information* du 12 mai sur le budget de la Ville de Paris, il résulte que par rapport à 1914, les dépenses de l'administration générale de la Préfecture de la Seine ne sont qu'au coefficient 6,60 et celles de l'Assistance Publique au coefficient 6,86. Celles de la voirie elles-mêmes, malgré l'énorme accroissement de l'intensité de la circulation, sont seulement au coefficient de 7,20.

Par contre, les dépenses de la police sont au coefficient de 9,58.

C'est dans le Paris de la Commune, le règne du flic.

NOUS AVONS REÇU :

HUBERT LAGARDELLE : *Sud-Ouest, un région française*. 12 fr. (Valois);

CHARLES ALBERT : *L'Etat moderne*. 12 fr. (Valois);

ALEXANDRE FADÉEV : *La Défaite*, 12 fr. (Editions sociales internationales);

M. N. POKROVSKI : *Pages d'histoire* (la méthode du matérialisme historique appliquée à quelques problèmes historiques concrets), 12 fr. (Editions sociales internationales),

LES TROIS OFFENSIVES CONTRE LES ASSURANCES SOCIALES

La campagne continue, dans la presse bourgeoise, contre la loi des assurances sociales. La bourgeoisie rassurée, recule devant l'exécution de la promesse qu'elle avait faite ; c'est tout à fait naturel. Elle ne craint pas même d'afficher un mépris maladroit pour les Chambres qui ont voté la loi.

Deux Parlements, c'est-à-dire deux Chambres appartenant à deux législatures différentes, successives, ont élaboré une loi, l'ont discutée, l'ont votée, à l'unanimité. « Cette loi est mal faite, clame aujourd'hui la presse bourgeoise, elle est inapplicable ! »

Nous ne la défendrons pas ; nous avons dit ce que nous en pensions, elle n'était qu'une promesse. Peut-être aurait-elle pu éveiller l'esprit réalisateur de la classe ouvrière ! C'était trop encore.

L'attaque a commencé par les milieux agricoles, entendez par là ces associations de grands propriétaires terriens qui, seules, sont représentées au Parlement.

On feint de prendre au sérieux M. de Vogué, leur président ; on parle des charges qui vont peser sur l'agriculture, comme on se plaint du dépeuplement des campagnes ! On se garde bien de montrer que celui-ci provient de la mauvaise organisation du travail dans les exploitations agricoles, des conditions lamentables de la vie des travailleurs des champs ; causes économiques et sociales. Il semblerait cependant, que l'assurance sociale, apportant un peu de sécurité aux ouvriers agricoles, devrait les retenir à la campagne, et qu'à ce titre, nos propriétaires terriens devraient en être des partisans résolus. C'est le contraire ! Preuve nouvelle de la sottise et de l'hypocrisie bourgeoises.

Ce sont les masses paysannes qui devraient s'exprimer devant le Parlement. Mais où sont leurs représentants ? Que deviennent les organisations ouvrières des travailleurs du sol ?

Le prétexte de protéger l'agriculture abrite la première vague d'assaut contre les assurances sociales.

Deuxième vague : protestations réitérées des Chambres de commerce et des grands industriels. Cette fois, c'est le grand jeu ; on parle au nom de l'intérêt général. Les bons apôtres ! Ils veulent le bien du pays. La grande presse est largement alimentée de communiqués, qu'elle publie en bonne place. Elle y ajoute des commentaires de même farine ; elle chauffe l'opinion.

Parmi les agents des grands industriels, il convient de signaler l'équipe du *Matin*, et, en particulier, M. Louis Forest (Nathan, de son vrai nom). Ce dernier est à la tête de l'entreprise de bourrage de crânes. Il est également chargé de soulever l'opinion dans les milieux médicaux. L'argument massue est que l'application de la loi d'assurance va faire monter le coût de la vie, de 25 % tout simplement !

La loi, si elle est enfin appliquée, comportera une cotisation de 10 % sur le salaire (5 % cotisation ouvrière, 5 % cotisation patronale). Mais dans le prix de revient de la fabrication, le salaire n'est qu'une partie ; il faut y joindre le prix des matériaux, les frais généraux, etc... A supposer que la classe ouvrière ne se laisse pas imposer une diminution de salaire, on ne voit pas comment cette augmentation de 10 % sur les salaires, se traduirait par une élévation de 25 % du prix des objets fabriqués.

Même si l'argument était vrai, il ne serait d'ailleurs pas suffisant ; mais il tombe sous le sens que,

dans notre société, tout est prétexte aux industriels et aux commerçants pour augmenter leurs prix, c'est-à-dire leurs bénéfices, leur profit. Un exemple récent : depuis le vote de la loi Loucheur sur les habitations soi-disant à bon marché, le prix des matériaux de construction a augmenté de 25 %.

La troisième vague d'assaut contre les assurances sociales, c'est l'offensive des milieux médicaux.

On sait que le courant syndicaliste qui s'était, de façon assez curieuse d'ailleurs, manifesté dans les groupements médicaux, a été à peu près complètement annihilé, et que le corps médical réuni, après une scission assez longue, dans la Confédération des Syndicats médicaux français, a décidé de s'opposer à la loi.

La dernière assemblée de la Confédération a résolu de constituer une caisse de guerre ; chaque médecin devra y verser 100 francs, ce qui donnera plus d'un million.

Sans doute, d'autres souscriptions que les souscriptions médicales viendront alimenter cette caisse.

Déjà elle a reçu celle de M. Bunau-Varilla, directeur du *Matin*. M. Bunau-Varilla est, en effet, marchand de produits pharmaceutiques. C'est lui qui lance le *Synthol* et, pour cela, il a créé un journal qu'il envoie gratuitement à tous les médecins : *Le Siècle Médical*. Cet organe de publicité annonce l'envoi d'une souscription de 5.000 francs.

J'allais oublier que M. Louis Forest (*alias* Nathan), est en même temps rédacteur au *Matin* et militant dans les milieux philanthropiques. C'est dire que s'il combat l'assurance sociale, il ne fait que continuer sa propagande en faveur des œuvres patronales et d'assistance, dans et par lesquelles se répand l'influence de la bourgeoisie. — L. FONTIS.

UN PRISONNIER DU GUÉPÉOU

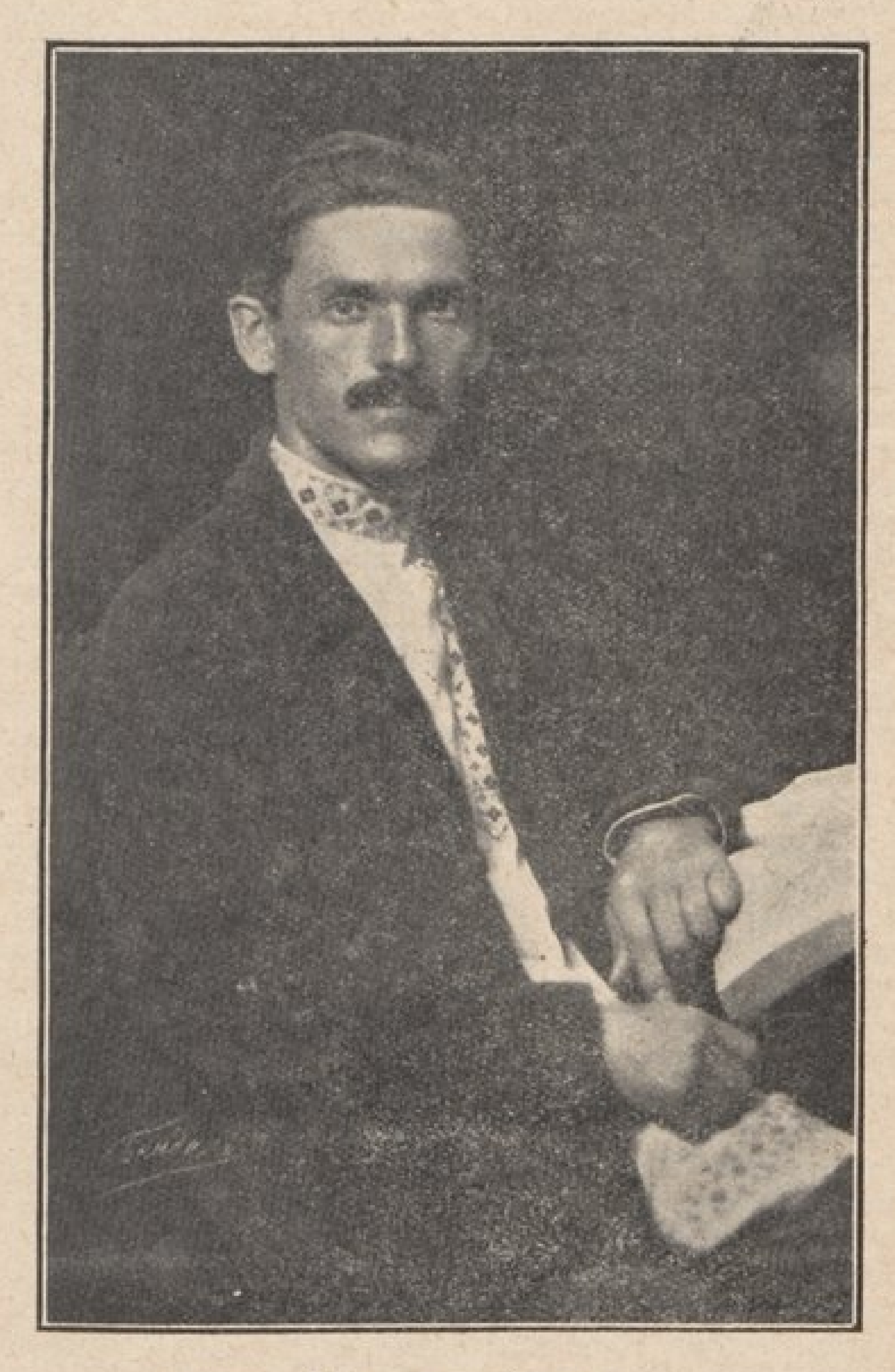
Francesco Ghezzi

J'ai fait la connaissance de Ghezzi à Moscou en 1921 : c'était à l'époque du troisième Congrès de l'Internationale Communiste et du premier Congrès de l'Internationale syndicale rouge, au début de la « nouvelle politique économique » (NEP), au lendemain du massacre de Cronstadt, à la veille de la famine qui devait ravager terriblement la Russie l'hiver suivant.

De nombreuses délégations de tous les pays avaient été appelées à participer à ces assises. Il y avait une source de force et de joie dans le concours de ces révolutionnaires pleins d'ardeur et d'espoir, vers le centre de la première révolution socialiste. Ils aspiraient à y vivre dans une atmosphère de camaraderie, et vraiment ils y vivaient dans les premiers moments, avant que les discussions politiques et la lutte des fractions et des tendances n'eussent creusé des fossés et mis des distances entre les hommes. Sur cette base d'aspirations communes, on s'entendait facilement et des amitiés se nouaient vite : elles se nouaient surtout, sincères et franches, entre les hommes du rang, entre les simples militants, sans nom et sans titres, qui n'avaient rien pour se recommander les uns aux autres que leurs yeux, leur expression, leur poignée de mains, tout ce qui émanait spontanément, directement de leur personnalité. C'est ainsi que se firent les meilleures « découvertes », non pas parmi les chefs ou les porte-parole réputés, mais parmi les simples soldats de la Révolution, parmi les ouvriers restés en contact avec le peuple.

Entre les « découvertes » que je fis de la sorte, il n'en est pas de plus heureuse que celle de Ghezzi. Découverte aisée, en vérité : sa figure si franche, si ouverte, et en même temps si charmante, n'attirait-elle pas de suite les regards et ne parlait-elle pas pour lui, avant qu'il n'eût ouvert la bouche? Un communiste italien a écrit de lui qu'il était « jeune, valeureux et si beau de franchise, d'intelligence éveillée et vive, de lumière intérieure, que tous ceux qui l'on rencontré n'oublieront jamais ce prolétaire de vingt ans ».

L'apparence ne trompait pas : j'ai rarement connu nature aussi droite, aussi franche. Ce jeune



FRANCESCO GHEZZI

homme (il avait alors 27 ans à peine et paraissait en avoir beaucoup moins), bien que mûri par les rudes expériences d'une vie de souffrance et de lutte, avait gardé une fraîcheur et une force de sentiments toutes juvéniles. Je ne soupçonnai pas d'abord tout ce qu'il avait vécu et ne l'appris que plus tard et non de lui, car il n'est pas de ceux qui cherchent à se faire valoir. Voici en quelques mots ce que fut cette vie.

⁂

Francesco Ghezzi est né en 1894 à Milan, la grande ville commerciale et industrielle de l'Italie, où, grâce à une nombreuse population ouvrière, le socialisme prit un développement rapide, mais dominé bientôt par l'influence de Turati et des réformistes. Son père était jardinier et ne gagnait pas assez pour entretenir sa famille qui devenait plus nombreuse d'année en année. La mère de Francesco mourut, alors qu'il était encore tout enfant; le père se remaria et les rejetons continuèrent à pulluler. Il

fallait vivre : dès l'âge de sept ans, Francesco commence à gagner son pain, à aider sa famille. A douze ans, il travaille déjà dans une grande usine métallurgique de Milan.

Précocement mis en présence des réalités sociales, il se dégage des croyances du milieu d'où il est sorti. Son père était catholique; il travailla quelque temps dans un couvent de nonnes; le petit Francesco avait une très belle voix, les nonnes le faisaient volontiers chanter à la messe : très pieux et doué du sens de la beauté, il devait être impressionné par les cérémonies religieuses.

Il résista physiquement au dur labeur de la fabrique et la fabrique le sauva moralement, l'arracha aux mensonges qui endorment la conscience, distillés par le catholicisme, lui découvrit les injustices sociales fondamentales.

C'était un enfant curieux, intelligent, allant les yeux grands ouverts. A ses questions, restées souvent sans écho dans sa famille, la vie de la fabrique donna bientôt réponse : pour compléter son éducation, à la discussion orale à l'atelier, dans la rue, syndicaliste, lui fit connaître la littérature révolutionnaire. Mais comme tous les militants italiens que j'ai connus, c'est à la vie même qu'il doit son éducation : à la discussion orale à l'atelier, dans la rue, partout, à l'action qui, chez eux, accompagne toujours la parole : à quatorze ans, il est emprisonné pour la première fois, et, comme il sied, la première fois est suivie de beaucoup d'autres. En Italie, les jeunes militants sont plus souvent en prison qu'en liberté : ils y vont avec ardeur, guidés par leur foi révolutionnaire. Ghezzi chantait en prison et là comme ailleurs, il faisait de la propagande : ne faisait-on pas de la propagande en tout lieu et en toutes circonstances en ce pays de soleil ?

C'est ainsi qu'il devint jeune homme et que ses idées se formèrent au hasard des expériences de la vie et des discussions. Par réaction contre son milieu passif et catholique, il surgit en lui une haine du prêtre et surtout du policier, instrument brutal de l'oppression capitaliste. Pour avoir pendant longtemps travaillé dans une imprimerie, où il faisait indéfiniment tourner la roue des machines, il avait pris en horreur le salariat qui lui apparaissait semblable à l'antique esclavage. Plus tard, il apprit le métier de repousseur, lié à l'orfèvrerie, et le sens de la beauté, qui était profondément en lui, eut l'occasion de s'exercer et de lui faire voir un autre aspect du travail. L'attrait de la beauté, qui pourrait faire la joie de tous dans une société meilleure, la pitié et la révolte en face du travail-esclavage de l'atelier, un sentiment inné de justice, tels furent les éléments principaux qui contribuèrent au développement de sa personnalité et qui le poussèrent à la « Chambre du travail » et vers ces foules milanaises vibrant encore de colère au souvenir des odieux massacres de 1898, où le général Bava-Beccaris avait fait tirer à coups de canon sur les foules sans défense, voire même sur des indigents qui attendaient la soupe à la porte d'un couvent.

Francesco se joignit aux anarchistes, à ces francs-tireurs de la Révolution, qui étaient de toutes les manifestations ouvrières, qu'on voyait résister, revolver au poing, aux brutalités policières, qui n'épargnaient pas les « jaunes », et dont la prompte réaction à toutes les iniquités sociales inquiétait les social-démocrates, partisans d'une action plus modérée et de la conquête électorale du pouvoir.

La guerre vint. Entre le début du conflit et l'entrée de l'Italie dans la mêlée, le pays connut une période de préparation de près de dix mois, où partisans et adversaires de l'intervention armée ne cessèrent de se rencontrer sur tous les terrains. L'ensemble du mouvement socialiste tint bon, mais que de défections individuelles : Mussolini, Corridoni et plusieurs des personnages les plus représentatifs du syndicalisme révolutionnaire passèrent dans les rangs des interventionnistes et firent cause commune avec les nationalistes bourgeois. Non seulement Ghezzi n'hésite pas un instant sur la voie à suivre, mais même la guerre déclarée, il continue la lutte : un an après, il est sur la place du Dôme, à Milan, avec les femmes milanaises qui sont venues crier ce qu'elles pensent du roi et de son gouvernement ; arrêté, passé à tabac, il n'a de pensée que pour les copains qui, enfermés dans les cellules, demandent en vain un peu d'eau pour laver leurs faces tuméfiées.

C'est de nouveau la prison pendant des mois, la faim, le froid, mais, dans son souvenir, toutes les souffrances disparaissent derrière la fierté d'avoir lutté contre la guerre. Libéré, il passe les Alpes, malgré tous les dangers d'une telle expédition en ce moment-là : il ne veut à aucun prix participer à cette guerre. Dans la Suisse petite bourgeoise, lui et d'autres jeunes indomptables scandalisent même les hôtes habituels de la méthodique Maison du Peuple de Zurich. Ils conspirent, ils parlent, ils agissent et l'on voit bien que ce n'est pas seulement au gouvernement italien qu'ils en veulent, mais à tous les gouvernements capitalistes. Nouvelle arrestation, nouveau procès où, par un truc désormais classique, la justice bourgeoise mêle aux purs révolutionnaires, pour essayer de les déconsidérer, des aventuriers, des espions, des mouchards. Mais c'est une occasion de clamer quand même sa foi anarchiste. L'accusation se dégonfle et Ghezzi peut reprendre sa vie errante de proscrit.

La guerre finie, le ministre Nitti est forcé d'accorder une amnistie générale (sinon il n'y aurait pas assez de prisons en Italie pour enfermer tous ceux qui se sont rebellés contre la guerre impopulaire.) Francesco Ghezzi rentre aussitôt. C'est la grande période de fermentation sociale qui suit la guerre et qui va mettre l'Italie à deux doigts de la Révolution.

Le moment culminant est celui de l'occupation des usines, en septembre 1920. Ghezzi est à son poste avec tous les bons militants, il y restera jusqu'au dernier moment. Comme Malatesta, il adjure les camarades de ne pas quitter les usines occupées, que les corporations ouvrières gardent et défendent. Il faut étendre le mouvement, s'attaquer aux rouages de l'Etat. Mais les chefs réformistes de la C. G. T. se défilent, ils passent la main à la direction du parti socialiste qui, bien que composée en majorité de membres du futur parti communiste, se récuse à son tour et n'ose pas prendre la tête du mouvement. Le moment décisif est passé, les ouvriers sont obligés de sortir des usines, la tête basse. La roue de la fortune a tourné ; la bourgeoisie capitaliste, qui avait subi les événements, reprend courage ; avec son aide le fascisme se développe, instrument de la réaction.

On ne tarde pas à arrêter Malatesta, l'homme le plus populaire parmi les masses ouvrières, grâce à son long passé de militant irréprochable, à sa sincérité, à son éternelle vaillance. Les masses ont encore des velléités de réagir, mais les chefs socialistes, qui se croient encore à l'abri, les retiennent : Serrati, qui est en ce moment le chef le plus influent du P. S., met les foules en garde contre les manifestations en faveur d'un homme, si sympathique fût-il. Les anarchistes seront seuls à réagir : ils le feront impulsivement, individuellement, sans coordination dans l'action et d'une manière qui sera exploitée pour ses fins par la bourgeoisie qui penche de plus en plus vers le fascisme. Une bombe jetée au music-hall Diana, à

Milan, lieu fréquenté par les noceurs et les désœuvrés, fait un grand nombre de victimes. Ghezzi n'est pour rien dans cet attentat, mais, comme il est connu parmi les anarchistes milanais, on le poursuit. Traqué, il passe de nouveau la frontière. En 1921, il est en Russie, avec deux de ses camarades, comme délégué de l'Union syndicale italienne (association de Syndicats et de Chambres de travail où domine la tendance anarcho-syndicaliste), au premier Congrès de l'Internationale Syndicale rouge.

⁂

Telles étaient les expériences accumulées par Ghezzi dans sa vie, relativement longue déjà, de militant, quand je le rencontrai à Moscou.

Il y arrivait avec tout l'enthousiasme qu'il avait pour la Révolution russe dans son ensemble, dont il avait suivi avec passion le développement, d'abord de Suisse, ensuite d'Italie ; mais il arrivait les yeux ouverts, avec la volonté de connaître, de comprendre, de voir les ombres comme les lumières ; il ne s'était point fait d'avance une âme de courtisan du nouveau régime ; il n'était pas prêt à attribuer une importance historique au fait que lui, prolétaire, gravissait les escaliers où ne passaient, il y a quelques années, que le tsar et sa suite (ainsi que je l'ai vu faire par un naïf dans un journal ouvrier de Paris) ; il n'était pas non plus de ces délégués qui se contentaient d'aller de l'hôtel Lux au Kremlin et qui attendaient les automobiles de l'Etat même pour faire ce petit trajet (j'en ai connu beaucoup de cette espèce). Il allait à pied par les rues de Moscou, il tâchait d'entrer en contact avec la population, et sa grande facilité pour apprendre les langues le servait ; il prenait part aux « samedis communistes », après-midi où les militants donnaient volontairement et gratuitement leur travail à la communauté. Lui, vrai révolutionnaire et qui avait déjà tant de luttes à son actif, sentait le devoir d'étudier la révolution à fond, d'en reconnaître les fautes aussi bien que les succès, de ne pas l'accepter « en bloc » et les yeux fermés, suivant une formule qui a été longtemps à la mode.

Après ce que j'ai dit de la carrière de Ghezzi et de ses tendances, tous ceux qui connaissent bien l'histoire de la Révolution russe devineront sans peine quelles furent ses impressions. Sur le terrain syndical, il défendit l'autonomie des associations ouvrières contre la mainmise du P. C., dont il était, dès lors, aisé de deviner les fins dernières. Il était partisan de la collaboration dans des limites précises, non de la soumission.

Entre les diverses tendances qui se dessinaient déjà dans le P. C., ses sympathies allaient naturellement à l'Opposition ouvrière de Kollontaï, Chliapnikov, etc. Elle avait été écrasée au Xe Congrès du P. C. russe et la diffusion de la remarquable brochure de Kollontaï intitulée « l'Opposition ouvrière » avait été arrêtée ; mais Ghezzi avait pu prendre connaissance de cet opuscule, grâce à la traduction manuscrite faite par un communiste français, (cet important document, resté presque inconnu, a été publié beaucoup plus tard par la *Revue anarchiste*, disparue depuis.)

Ce qu'il critiquait dans la tactique des chefs bolchéviks ne l'empêchait pas, du reste, de reconnaître leur valeur : la première fois qu'il entendit parler Lénine, il fut enthousiasmé par ce qu'il y avait de simple, de direct, dans la manière, dénuée de tout ornement de tout effet oratoire, dont Lénine exposait les questions. « Voilà ce qu'il faut dire ! Voilà comment il faut parler ! », s'écriait-il, sentant toute la puissance humaine de cette grande expérience, de cette grande force *désintéressée*.

En 1922, Ghezzi est en Allemagne. Le gouvernement italien, déjà complètement dominé par le fascisme, réclame son extradition. Le ministre social-démocrate Severing l'emprisonne en attendant de le livrer. Il passe sept mois à la prison de Moabit, à Berlin : mais l'opinion ouvrière s'est émue, les communistes eux-mêmes s'agitent, le *Rote Fahne* organise une campagne active qui a du retentissement à l'étranger, la Russie des Soviets réclame Ghezzi comme l'un de ses propres citoyens. L'Etat allemand se décide à le relâcher, à condition qu'il quitte aussitôt son territoire.

Il rentre en Russie volontiers, parce qu'ayant pris contact avec ce peuple merveilleux, si original, si riche en possibilités d'avenir, il désire le connaître plus profondément, se mêler plus intimement à lui. Il va apprendre à fond sa langue, vivre avec lui de sa vie. Il aurait pu, comme tant de réfugiés politiques, avoir une existence facile, un bon logement, un travail point dur en acceptant les avances du gouvernement. Mais il veut continuer sa vie de prolétaire, en contact avec les travailleurs de la terre et de l'usine. Pour rétablir sa santé gravement compromise par son emprisonnement en Allemagne et combattre la tuberculose qui le mine, il va dans le midi de la Russie, en Crimée. Un camarade russe, qui a vécu près de lui en ces années, me décrit ainsi sa vie :

« Le voilà cultivant, joyeux, un tout petit bout de terre, avec une équipe de francs-tireurs comme lui, arrachant aux impôts de l'Etat et à la pression des « nepmans » quelques légumes et quelques fruits pour se subvenir et pour donner à manger à ceux qui, de la Moscou du Nord, viennent réparer un peu leurs poumons délabrés par les usines de l'Etat-patron. Et la Yalta de la « NEP », la Yalta des hauts fonctionnaires vautrés dans les sanatoria, la Yalta des plats valets du Parti profitant des cures, voit passer sur ses quais et ses promenades, l'équipe à Ghezzi, discutant, se chamaillant : il y a là-dedans des communistes, des bons, qui croient à leur façon à une société nouvelle, mais qui ne sont pas des parasites ; il y a des hommes qui aiment la Révolution russe, mais qui sont déroutés en la voyant sombrer ; il y a ceux qui ont fixé leur route et pour qui le jardin de Ghezzi n'est qu'un morceau de verdure bien ensoleillé où l'on passera quelques jours, mais d'où l'on ira courir les usines et les mines et les routes de la Russie pour harceler l'Etat-patron.

« Ghezzi rentre à Moscou, avide d'une vie active ; l'autorité n'ose pas encore lui dire nettement ce qu'elle pense de lui, mais elle le prive de travail : c'est en vain que, pendant des semaines et des mois, lui, régulièrement syndiqué, se traîne dans les bureaux de placement. C'est bien le : crois ou crève ! Mais, en sus de la haine, la ruse s'éveille ! On finit par les avoir, ce pain et ce travail qui vous sont refusés ! Ghezzi, à la « Metallolamp » tourne, repousse sans relâche...

« Aux ennemis de l'ouvrier salissant le nom de communiste, Ghezzi dit avec mépris, nettement, ouvertement, ce qu'il en pense : le Guépéou hésite longtemps devant celui qui n'a rien à cacher de ses opinions, puis, croyant le moment venu, il frappe...

« Ghezzi est, dit-on, enfermé à Souzdal, mais depuis son arrestation, personne ne l'a vu : le secret le plus absolu s'est fait autour de lui ; un noir dessein se trame : c'est à Verkhné Ouralsk qu'on veut l'envoyer, prison isolée par des centaines de kilomètres de tout chemin de fer ; et là, dans l'éloignement, ce sera la fin : les poumons affaiblis par le régime des prisons italiennes, suisses, allemandes, vont céder et, sans que personne n'en sache rien, on le liquidera. Au fond, pour lui, qu'importe ! il savait

bien qu'il finirait ainsi un jour, mais pour nous qui sommes libres, qui pouvons crier, crions camarades, crions au secours, partout ! N'est-ce pas la moindre des choses que nous puissions faire ? »

Que puis-je ajouter à cet appel émouvant, qui vient d'un travailleur, d'un révolutionnaire aussi pur que Ghezzi et qui, lui aussi, a connu la prison en Russie pour avoir défendu les droits des ouvriers contre l'envahissante bureaucratie, contre les communistes de la treizième heure, contre les profiteurs de la Révolution.

La cause de Ghezzi, c'est la cause du prolétariat tout entier par qui et pour qui la Révolution a été faite et qui doit la défendre, non seulement contre ses ennemis du dehors, mais aussi à l'intérieur contre ses exploiteurs et ses usurpateurs. Défendre Ghezzi, ce n'est pas défendre l'homme de tel ou tel parti, de telle ou telle fraction : c'est défendre la cause du prolétariat dans son effort d'émancipation, d'auto-éducation, de réalisation d'une société nouvelle, d'affermissement de ses conquêtes. Toute la vie de Ghezzi a été la manifestation d'un effort semblable : à travers mille difficultés matérielles, il n'a cessé de s'instruire, de se développer moralement et intellectuellement, non pour son propre plaisir, mais pour le bien de toute sa classe et le triomphe d'une société meilleure. Ayant compris en ces derniers temps que sa vie nomade, en l'empêchant de faire des études coordonnées, avait laissé des vides dans son éducation sociale, il avait décidé de profiter des possibilités, que seule la République des Soviets offre aux ouvriers, de faire des études supérieures (l'une des vraies conquêtes de la Révolution) et il préparait son entrée à l'Université en étudiant activement après son rude travail de la journée à l'usine, quand le Guépéou l'arrêta.

Rien ne symbolise mieux l'opposition de la nouvelle classe d'oppresseurs, qui s'est formée dans les cadres du parti communiste, à l'émancipation complète du prolétariat. Du fascisme à la bureaucratie soviétique en passant par le social-patriotisme, Ghezzi aura subi l'assaut de toutes les forces de réaction qui s'opposent à l'ascension des prolétaires : si ses frères de tous les pays ne réussissaient pas à l'arracher à la mort qui le menace, ils auraient à enregistrer une grave défaite.

JACQUES MESNIL.

Les abonnements nouveaux

Paris, 6; Seine, 2; Seine-et-Oise, 1; Algérie, 2; Loire, 1; Haute-Loire, 1; Meurthe-et-Moselle, 1; Seine-Inférieure, 7. — Total : 21 abonnements nouveaux.

Notre souscription

Mallet (Puy-de-Dôme), 15; Vitalis (Pas-de-Calais), 6; Bayard (Seine), 10; Abel Raymond (Seine), 10; Lachastre (Seine), 5; P. Monin (Rhône), 10; Berthélemy (Loir-et-Cher), 20 ; Lagrange (Seine-et-Oise), 5. — Total : 81 francs.

Avec la présente liste, nous touchons les 2.000 fr., c'est-à-dire la moitié des dépenses supplémentaires occasionnées par notre déménagement. Il nous aura fallu trois mois pour obtenir ce résultat. Cette quinzaine, la souscription a chômé. Nous devons renouveler l'appel que nous avons déjà adressé à nos amis : ceux qui n'ont pas encore contribué à la couverture des 4.000 fr. que nous avons dû décaisser en mars-avril, n'hésiteront pas à le faire rapidement pour nous permettre de réparer enfin la brèche faite dans notre caisse.

Rappelons que l'appel adressé au début de l'année pour la table des matières ne nous a procuré qu'un peu plus de 500 francs, alors que la dépense d'impression supplémentaire s'est élevée à 1.855,50. Ce fut, là aussi, une dépense non prévue au budget ; c'est un trou de 1.300 francs, qui reste à combler.

L'abondance des matières nous oblige à reporter au prochain numéro les renseignements de la quinzaine.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

La « politique du coup de trique » en application à la C. G. T. U.

Camarades, dans la Région parisienne, si vous entendiez quelques discours de membres assez influents du Parti, vous verriez quelle est la politique du coup de trique qu'on veut employer soi-disant pour redresser les « vieux bonzes confédéraux ».

Pierre SEMARD.

(« Classe contre Classe », p. 227)

Le mot d'ordre de la « journée rouge » du 1er août est le type du mot d'ordre que l'on veut faire appliquer par les organisations syndicales alors qu'il a été décidé en dehors d'elles. De l'aveu même des dirigeants de la C. G. T. U., c'est une organisation politique, l'Internationale communiste, qui décida la « journée rouge » ; l'I. S. R. n'eut à en connaître que pour ratifier ce mot d'ordre ; la C. G. T. U. et les organisations qui la composent n'ont à en connaître aujourd'hui que pour l'appliquer, que pour l'exécuter. La « journée rouge » c'est le fait typique de la subordination des syndicats au Parti, du Parti qui commande et des Syndicats qui doivent lui obéir.

Mais si la plupart des militants sont jusqu'ici restés sourds à nos appels dénonçant la subordination de la C. G. T. U. au Parti communiste, — peut-être parce que cette subordination ne s'est pas encore suffisamment montrée dans les faits et dans l'action quotidienne des organismes syndicaux — le mot d'ordre de la « journée rouge », par suite des conditions dans lesquelles il a été imposé à la C. G. T. U. et aux Syndicats unitaires, s'est heurté à une certaine résistance provenant de militants qui, jusqu'ici, avaient cru devoir demeurer solidaires de la majorité confédérale et de ses bêtises.

Le mot d'ordre de la « journée rouge » rencontre la résistance passive de certains membres du Parti et de certains sympathisants communistes, qui ne combattent pas ce mot d'ordre, mais abandonnent les réunions où l'on doit discuter de son application, et sont bien décidés, au fond d'eux-mêmes, à ne pas l'appliquer. Combien seront-ils, ceux qui se taisent par discipline, à ne pas marcher le 1er août ?

Le mot d'ordre de la « journée rouge » rencontre aussi, parmi les militants de la majorité confédérale, une résistance qui ose s'affirmer. Le fait est nouveau ; il mérite d'être relevé ; son importance doit être soulignée.

La C. G. T. U. ne se pressant pas d'informer syndicats et syndiqués de ce qui se passe dans son sein, la « Révolution prolétarienne » se doit de remplir cette tâche, évidemment dans la mesure de ses moyens. De plusieurs sources, il se confirme que deux secrétaires confédéraux, Berrar et Dudilieux, ont décidé de quitter leur poste ; plus exactement, ils sont ou seront prochainement « démissionnés ». On affirme que cette crise au sein du bureau confédéral est en rapport étroit avec les conditions dans lesquelles la « journée rouge » a été imposée à la C. G. T. U. Bien des fidèles ont murmuré dans les

coins. Les militants avertis, voyant s'accentuer, paraît-il, de plusieurs dizaines de milliers de membres, la dégringolade des effectifs, ont regimbé. Les plus timides ont trouvé que la journée rouge « cela ressemblait un peu trop à un ordre ». On ajoute même qu'en pleine séance de la Commission Exécutive de la C. G. T. U., Schumacher, secrétaire de la Fédération Unitaire du Livre, a déclaré voter contre le rapport moral présenté au Congrès Confédéral de septembre, et a protesté contre l'appel du Parti communiste relatif au 1er août ; Schumacher aurait même dit, à cette occasion, ses quatre vérités à Raynaud, le secrétaire de l'Union de la Seine.

Le Congrès Confédéral de septembre nous montrera l'acuité de cette nouvelle crise intérieure de la C. G. T. U. : la C. G. T. U. est appelée à marcher de crise en crise ; mais il n'est pas sûr, et c'est ce qui est attristant, qu'elle arrive ainsi à se guérir enfin de la maladie qui la ronge.

En effet, le Parti communiste n'entend pas que ses ordres soient discutés ; il ne peut admettre qu'effrayés des conséquences qu'ils prévoient, des militants des syndicats fassent des réserves, même très modestes ; coûte que coûte, il faut que tous s'inclinent devant ses volontés. Berrar et Dudilieux quittent le bureau confédéral parce que Monmousseau a trouvé le moyen de leur « casser les reins ». Lénard a été tout récemment chassé du Secrétariat des Métaux parisiens parce que la fraction communiste l'a trouvé insuffisamment dans la ligne. Quant à Schumacher, on ne peut que lui conseiller de veiller au grain.

Ces procédés, cette mise en application de la « politique du coup de trique », dont parlait Semard lui-même, au sixième Congrès de l'Internationale communiste (voir à ce sujet « Classe contre Classe »), ne peuvent qu'aggraver le malaise dont souffre notre organisation syndicale. Quand on contraint les gens à obéir sans comprendre, sans discuter, sans pouvoir exprimer leur point de vue, quand l'on transporte dans le milieu syndical les procédés de dictature en usage dans le Parti communiste, on n'a pas le droit d'être surpris de voir la C. G. T. U. dépérir de jour en jour.

Pour mettre fin à la maladie qui dévore la C. G. T. U., il ne suffit pas d'affirmer son opposition, de faire ses réserves; puis de baisser la tête sous les foudres du Parti et, par exemple, de se laisser mettre à la retraite dans le fauteuil d'administrateur de *l'Humanité* — sort que, dit-on, l'on réserve à Dudilieux. Il faudrait se dresser avec énergie contre les méthodes de colonisation du Parti, contre la « politique du coup de trique » qu'il emploie à l'égard de militants, tout de même autrement expérimentés et éprouvés qu'un Galopin. Condamnant les manifestations les plus brutales de la subordination au Parti, on devrait remonter à la cause et condamner cette subordination elle-même, c'est-à-dire revenir à l'indépendance absolue du syndicalisme à l'égard de tous les partis, c'est-à-dire rendre la maison syndicale habitable pour toutes les tendances.

Quand, en 1925, on a interdit aux délégués au Congrès confédéral de discuter le mot d'ordre de la grève générale du 12 octobre, on préparait l'échec de cette grève. En 1929, en exigeant des militants syndicalistes l'application sans discussion du mot d'ordre de la « journée rouge », lancé par l'Internationale communiste, on travaille à l'échec de cette « journée rouge ».

La « politique du coup de trique » — fruit de la subordination au parti — c'est aussi la politique des échecs.

M. CHAMBELLAND.

LES TYPOS PARISIENS ET LE 1er AOUT

La publication par la *R. P.* de notre déclaration au Conseil syndical Typos a été l'occasion pour Herclet d'écrire à Charroin, secrétaire dudit Conseil, une lettre ridicule au cours de laquelle il dit :

« Je veux seulement attirer votre attention sur le passage de la lettre, où, pour citer mon intervention au C.C.N. de la C.G.T.U., Godonnèche et Aufrère écrivent : « Herclet, représentant appointé de l'I.S.R. en France. »

« Comment peut-on caractériser une telle phrase ? dont les policiers ne manqueront pas de faire leur profit ? Est-ce le but recherché par J. Aufrère et V. Godonnèche ? En tout cas, ils ont voulu évidemment me présenter comme stipendié de Moscou aux membres de votre syndicat et aux lecteurs de leur revue. Ils ont du même coup, consciemment (et faussement, ils le savent bien), renseigné la Sûreté générale. »

« Etant donné que cet acte inqualifiable a été commis consciemment par deux membres de votre syndicat, dans une lettre adressée à sa direction, c'est à celle-ci que je m'adresse à mon tour, et au besoin à votre assemblée générale, pour lui demander de prendre les sanctions nécessaires. »

Ainsi Aufrère et moi sommes devenus des auxiliaires à Chiappe. Nous nous attendions bien au tombereau d'ordures habituel, mais pas à celle-là. Il est vrai qu'elle glisse comme les autres. Puisque, en quittant le Parti, on s'est « vendu à la bourgeoisie »... Herclet, lui, n'est vendu à personne... Aussi pour lui permettre de nous pourfendre, d'obtenir des « sanctions » — notre exclusion sans doute ? — et de justifier le mot d'ordre du 1er août, Charroin lui répondit en l'invitant à assister le 7 courant à l'assemblée générale extraordinaire qui devait spécialement en traiter.

L'assistance, sans atteindre le quorum, était plus nombreuse que d'ordinaire. La « fraction » avait été convoquée « sous peine de sanctions » — encore ! — ; mais la discipline f... le camp sans doute car des absences étaient remarquées.

On attendait Herclet et ses... arguments. Nous avions pris place au banc des accusés. Mais Herclet n'est pas venu. Dans une lettre, où il renouvelait ses injures, il donnait de mauvaises raisons pour justifier le mot d'ordre de l'I. C. Pauvre Herclet! Les termes de sa « philippique » manquaient tellement de conviction que les membres de la fraction eux-mêmes déclaraient, par le truchement de leurs porte-parole, ne pas les faire leurs et abandonner l'accusation. Il n'y avait plus qu'à discuter du mot d'ordre. C'est ce qu'on fit. Après Charroin, Aufrère, Charbit, Martin et un orateur de la fraction, je vins rappeler qu'au temps où nous faisions la *Vie Ouvrière*, en 1920-21, les adversaires de l'I. S. R. et de l'I. C. nous traitaient couramment de « salariés de Moscou », mais qu'il ne nous était jamais venu à l'esprit cette idée *canaille* de nous défendre en accusant nos adversaires de renseigner la police. Il faut qu'un Herclet soit descendu bien bas pour user de cette canaillerie-là.

Un orateur de la fraction reconnut que l'I. C., en lançant le mot d'ordre, avait « fait une bêtise » et tint un langage qui était la négation de la fameuse « radicalisation ». — Attention, Morin, tu sens le moisi ! — Néanmoins il fallait « faire quelque chose », pas la grève générale bien sûr, mais marquer le coup, en sortant une heure avant l'heure réglementaire par exemple. C'est ce que le Livre-Papier (fusion des imprimeurs, lithos, papetiers, etc), recommande à ses adhérents. Puis il y eut le coup de clairon final sur les dangers de guerre. « La guerre est là ! » L'orateur de la fraction y mettait autant d'ardeur qu'il y a trois ou quatre ans quand il terminait chaque laïus par « Le fascisme est là ! » Mais ça ne rend plus, même chez les orthos. Malgré un appel véhément de Tessier, secrétaire fédéral, en faveur d'un ordre du jour de la fraction, celui-ci ne réunit qu'une trentaine de voix tandis que la résolution suivante, adoptée préalablement par le Conseil syndical, obtenait une majorité relativement élevée :

Après lecture d'une lettre de protestation du camarade Herclet, secrétaire de l'I. S. R. pour la France, en réponse à la lettre adressée au Comité syndical par deux

membres de l'organisation au sujet de la Journée du 1er Août contre la guerre;

Repousse les allusions grossières contenues dans la lettre du camarade Herclet;

Reste ferme quant au principe qu'il a toujours défendu de l'indépendance absolue du mouvement syndical vis-à-vis des organisations politiques quelles qu'elles soient et n'accepte pas les termes de cette lettre où il est dit, notamment, que les relations entre l'I. C. et l'I. S. R. sont nettement déterminées et acceptées depuis longtemps;

Déclare que la direction unique du Parti communiste français et de la C. G. T. U. n'a jamais été officialisée par un vote de l'ensemble des syndiqués unitaire et que, en outre, la majorité des typos et linos unitaires s'est toujours élevée contre cet accord permanent qui fait de l'une l'esclave de l'autre;

Tenant compte que le Comité général élargi de la 20e Union Régionale (mardi 4 juin) s'est, par l'organe de nombreux délégués syndicaux, prononcé contre une grève générale décidée par une organisation autre que les syndicats intéressés;

Proteste contre la gymnastique qui consiste à annoncer tous les jours la guerre comme imminente, tactique dont le principal résultat serait de trouver une classe ouvrière désabusée le jour d'un danger réel de guerre;

Et décide :

Que, seules les organisations syndicales ayant le droit de lancer un mouvement de grève générale, il se refuse à obéir à un ordre qui n'émanerait pas des groupements responsables;

De dénoncer, une fois de plus, les dangers de laisser un parti politique commander en maître une C. G. T. dont le rôle est de grouper les salariés de toutes les opinions;

De convoquer, dans le plus bref délai, une assemblée générale extraordinaire qui aura à statuer sur l'opportunité d'une grève générale le 1er août prochain, contre laquelle, et d'une façon ferme, le Comité syndical s'élève.

Les typos unitaires parisiens ne sont pas décidés — on le voit, — à subir la dictature du Parti communiste. — V. GODONNÈCHE.

Les Ports et Docks unitaires contre l'aventure du 1er août

Dans sa séance du 23 juin 1929, le Comité fédéral national des Ports et Docks unitaires a été appelé à examiner les ordres donnés par le Bureau confédéral, concernant l'organisation de la journée rouge du 1er août 1929, ainsi que les moyens à employer pour mettre en application les directives données par cette centrale syndicale.

Cette question a été l'objet d'une longue discussion à laquelle ont pris part l'ensemble des délégués.

En conclusion, la résolution ci-dessous a été adoptée à l'unanimité.

Après avoir entendu différents exposés sur l'opportunité, le caractère et la signification de la journée du 1er août prochain, appelant les travailleurs à participer à une grève générale.

Le Comité National, à son grand regret, est obligé de constater que cette Journée, dite Rouge, est organisée par l'Internationale Communiste, sa filiale le P. C. français et sous l'entière direction de ces deux organismes.

Regrette et blâme le Bureau Confédéral, de ne pas avoir, avant d'accepter le caractère, la signification et la date de cette démonstration, consulté les organisations syndicales adhérentes à la C. G. T. U.

Le Comité National estime que, seuls, les syndiqués peuvent déterminer l'action de leur Syndicat et, qu'ils sont les seuls qualifiés, en prévision d'une grève générale, pour juger de son opportunité et en assumer les directives.

En employant cette méthode regrettable, le Bureau Confédéral, non seulement place les organisations syndicales devant un fait accompli, mais les met à la remorque et sous la direction d'un parti politique.

Le Comité National rappelle que les ouvriers des ports, quelle que soit leur tendance, ont, en toutes circonstances, dans les batailles revendicatives et sociales, démontré leur ardeur combative et qu'ils connaissaient leur devoir de classe.

Il n'en est pas de même d'autres travailleurs, organisés dans de puissantes fédérations (numériquement parlant) adhérentes à la C. G. T. U. qui, à l'occasion de leurs Congrès Nationaux, votent dans le plus grand enthousiasme, des motions ou résolutions empreintes d'un révolutionnarisme outrancier, puis, par la suite, avec un ensemble parfait, s'empressent de ne pas participer aux démonstrations qu'ils avaient, au préalable, approuvées.

Les grèves générales du 12 octobre 1925 et du 8 août 1927 en sont des exemples typiques.

Le Comité National soucieux des intérêts immédiats de ses mandants, considérant que cette grève générale du 1er août 1929, a été préparée sans consultation des Syndiqués et des organismes réguliers de la C. G. T. U., sur simple décision du sommet d'un parti politique, avec l'agrément des dirigeants confédéraux et du Secrétaire international représentant en France l'I. S. R., considérant, d'autre part, que les mots d'ordre émanant de l'I. C. sont de nature à créer des putschs dont la classe ouvrière serait seule victime, et qui seraient, en outre, susceptibles de porter atteinte aux intérêts des organisations syndicales dont les libertés sont déjà si gravement compromises ; auxquels considérants viendra s'ajouter une répression féroce qui pourrait faire de cette Journée, une Journée vraiment rouge.

Devant de telles responsabilités, comprenant très bien que les militants sont placés devant le dilemme suivant : — ou être appelés jaunes ou briser sciemment leurs propres organisations.

Pour ces motifs, le Comité National opte pour la première hypothèse, préférant l'insulte et la calomnie que contribuer à détruire leurs Syndicats, fruits de tant d'efforts fournis pendant de longues années.

En conséquence, le Comité National se déclare nettement contre cette démonstration de grève générale de vingt-quatre heures et engage ses mandants à ne pas participer aux manifestations, meetings et réunions qui seront organisés le 1er août prochain, laissant toutes responsabilités pour ce qui pourrait advenir, aux organisateurs de cette aventure qui ne peut être que néfaste à l'ensemble des travailleurs.

Toutefois, les meetings ou réunions pourront avoir lieu après la journée de travail.

Pour le Comité Fédéral,
Les Secrétaires :
BOUR et ENGLER.

Le Collier de Perles

J'ai laissé ici, à ceux de mes collaborateurs qui ont voulu en user, un droit de critique assez large des actes du Préfet de Police pour me refuser à moi-même la satisfaction de dire publiquement l'affectueuse amitié qui me lie, depuis longtemps, à Jean Chiappe. Il peut se tromper, certes, étant faillible, comme tout être humain, mais il est droit loyal, courageux, fidèle à ses amitiés et aussi à ses idées. Il mérite qu'on l'estime et qu'on l'aime.

A une heure où on l'attaque vivement de divers côtés, j'ai plaisir à exprimer très haut mon sentiment personnel.

Albert DUBARRY.
(« La Volonté » du 6 juillet.)

***

La rationalisation est un problème social qu'il faut résoudre dans le sens du progrès. Comme tous les problèmes sociaux, il doit être envisagé dans son ensemble et il ne faut pas n'en retenir ou n'en discuter que les détails qui peuvent vous flatter ou vous irriter. Et cela, parce que la rationalisation basée sur les principes de la science et introduisant un plus grand ordre, une plus belle méthode dans la production et la répartition des produits, contient en elle, à notre époque, la réalisation du progrès social et fait prévoir dans tous les modes de l'activité humaine, une véritable renaissance.

MARTY-ROLLAN.
(*Peuple*, 21 mai.)

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

JEUDI 27 JUIN. — La Chambre décide de demander aux Etats-Unis le report de l'échéance des stocks du 1[er] août.

Angleterre. — Entrevue de Mac Donald avec le Comité Exécutif des mineurs.

Allemagne. — Le Reichstag repousse la prorogation de la loi dite « pour la défense de la République ».

VENDREDI 28. — Mort de Mme Ménard-Dorian.

Chili. — Une explosion cause la mort de 200 ouvriers mineurs.

SAMEDI 29. — Les Etats-Unis refusent le report de l'échéance des stocks.

— Vote définitif de la loi organisant l'augmentation des loyers.

DIMANCHE 30. — Inauguration de la Maison du Parti socialiste (S.F.I.O.).

— Succès unitaire aux élections des délégués mineurs dans le Pas-de-Calais.

Belgique. — Mort de Joseph Wauters, ancien ministre socialiste.

LUNDI 1[er] JUILLET. — Les pipiers de Saint-Claude se mettent en grève.

MARDI 2. — Gaz, électricité et eau sont augmentés à Paris.

— La Commission des Finances de la Chambre ne vote la ratification du plan des experts que sous réserves.

Angleterre. — Le cabinet travailliste fait un discours du trône extrêmement modéré.

MERCREDI. — Mort de Jean Colly, conseiller municipal communiste.

VENDREDI 5. — La Fédération Unitaire des Cheminots tient un meeting revendicatif à la Bourse du Travail avec le concours de Cachin.

DIMANCHE 7. — Mort de Paul Souday.

LUNDI 8. — L'autonomiste Benoît est acquitté.

— Condamnation de G. Péri à un an de prison pour un article contre Mussolini.

Roumanie. — Le gouvernement Maniu annonce qu'il a découvert un complot militaire : deux cents officiers sont arrêtés.

MARDI 9. — Deux aviateurs américains traversent l'Atlantique.

Angleterre. — Un sous-marin coule : vingt victimes.

MERCREDI 10. — La Commission de législation de la Chambre adopte le principe de l'amnistie générale.

Le « Temps » c'est de l'argent! Au cours d'une campagne, « Comment la presse française est vendue à l'étranger », l'*Action Française* a publié le 30 juin sur le compte du *Temps*, un document un peu long mais qu'il n'est pas sans intérêt de reproduire et de conserver. Il s'agit d'une lettre adressée à un journal de Rome par un émigré serbe résidant dans cette ville. La presse vendue : le *Temps* en tête, y est montrée sans fard et par quelqu'un qui semble la bien connaître :

24 novembre 1928.

M. le directeur du ...

Les récentes accusations de s'être vendu aux Soviets, portées contre le *Temps*, me décident à sortir d'un silence gardé pendant de longues années. Je suis en mesure de prouver, avec des documents, et non pas seulement par des paroles, que c'est l'habitude du *Temps* de toucher de l'argent étranger, en vendant, en échange, des services politiques. De louches marchés de cette espèce constituent, au contraire, pour le grand organe français, la plus habituelle méthode de se procurer des ressources financières.

Je m'adresse à vous, Monsieur le directeur, parce que, au cours de mes années de séjour à Rome, j'ai pu apprécier le courage et la loyauté que le ... apporte à ses campagnes.

Je m'appelle Stevan M. Selakovitch, et je suis Serbe. Déjà, en 1915, en opposition avec le parti dominant (parti des vieux radicaux : Pasic), condamné dans mon pays pour avoir participé au mouvement des jeunes républicains serbes (Salonique 1915), j'avais dû fuir de Salonique et me réfugier en France, où, sur l'invitation du gouvernement français, je suis entré dans les rangs de l'armée française avec le grade de lieutenant; j'ai été plusieurs fois décoré, je suis mutilé de guerre, et je jouis, à ce titre, d'une pension de guerre régulière que le gouvernement français continue à me faire payer par l'intermédiaire du Consulat de France à Rome. Pendant la guerre, nombre de missions secrètes politico-militaires m'ont été confiées.

Après ma démobilisation, je suis entré comme rédacteur au *Temps*, où j'étais chargé de rédiger la rubrique « Proche-Orient », pour laquelle me désignaient particulièrement mon expérience des pays balkaniques et la connaissance que j'avais de neuf langues. Dans le *Temps*, j'ai mené une campagne contre le parti radical serbe, alors au pouvoir, disposé que j'y étais par mes sentiments politiques, mais aussi encouragé beaucoup à cela par MM. *Roels*, Tavernier et Charles Rivet. Les attaques prirent un ton toujours plus vif, jusqu'à ce que, un jour, deux fonctionnaires de la légation yougoslave à Paris se présentèrent à moi, lesquels m'offrirent (sans autre façon) de l'argent pour obtenir la suspension pure et simple de la campagne.

Les deux corrupteurs furent mis à la porte par moi; mais quatre jours après, ils revenaient, étaient reçus par *Roels* et obtenaient, contre le versement de 550.000 francs, le renversement des directives politiques du *Temps*, au regard de la Yougoslavie, et le remplacement du titulaire de la rubrique « Proche-Orient », c'est-à-dire du signataire de la présente.

M. *Roels*, à ce moment, aurait pu me congédier du *Temps* en m'indemnisant ou m'offrir d'autres conditions de travail, mais il préféra me confier la charge d'un voyage à l'étranger qui, comme on le verra ensuite, cachait un piège infernal. Déjà auparavant, j'avais conclu, dans l'intérêt du *Temps* (suivant l'exemple de mes collègues de la rédaction) des contrats, si l'on peut les appeler ainsi, de *publicité politique*, avec des nations diverses, par exemple l'Azerbeidjan. Cette fois, il s'agissait de l'Autriche et de la Hongrie. *Roels* m'adressait à Tavernier pour (prendre) les instructions.

Tavernier me reçut dans son « bureau bleu ». Il me dit qu'il y avait déjà des pourparlers, avec ces deux nations, entamés par l'intermédiaire des correspondants du *Temps* et auxquels avait participé aussi le ministre d'Autriche à Paris, Blochisewski. Tavernier me conseilla de conclure les négociations, non en qualité d'envoyé du *Temps*, mais comme rédacteur de l'*Agence des Balkans* et de (*une autre agence*); les deux gouvernements connaissant naturellement le fond des choses. L'*Agence des Balkans* est l'antichambre du *Temps*, dirigée par M. Pozzi, homme de confiance de Roels. L'autre agence, plus indépendante d'apparence, est dirigée par ... Avec les documents qui m'étaient fournis et qui prouvaient ma qualité de rédacteur des deux agences, je pouvais proposer aux gouvernements les services du *Temps*.

Tavernier me remit une feuille de papier sur laquelle étaient... précisés les trois tarifs : *grand budget* : 1.200.000; *petit budget* : 600.000; *très petit budget* : 250.000, auxquels correspondaient des avantages plus grands ou plus petits. Il résultait du document, qu'outre le *Temps*, il y avait toute une file de journaux à acheter...

Le même jour, muni de 20.000 francs, je partis pour Vienne, ou, en janvier 1921, je traitai avec la « Ballplatz » et conclus pour 250.000 francs (*très petit budget*). Immédiatement, je commençai d'expédier de nombreux télégrammes de Vienne, que j'adressais à M. Tavernier et dont une grande partie fut publiée par le *Temps*.

A Buda-Pesth, je traitai avec de hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, entre autres le Slave Jambrecovitch, et puis j'obtins audience de S. E. Horty. Le chef d'Etat hongrois me déclara que *l'accord*

avec le Temps *était des plus désirables, mais le chiffre trop élevé.* On se mettait d'accord pour 500.000 francs dont la moitié, payée sur-le-champ, fut, par moi, envoyée en même temps que les 250.000 francs autrichiens à M. Roels par l'entremise du courrier diplomatique de la mission militaire française en Hongrie, dont le chef était le général Hamelin; le reste de la somme devait être versé en six échéances.

Je repartis pour la France et voyageai avec un passeport français ; je regagnai Paris sans difficulté. Je téléphonai aussitôt à Roels, lequel ne se montra pas *peu surpris de mon retour heureux et anticipé.* Je ne fis pas cas alors de cet étonnement; plus tard, *la raison* devait m'en être *claire.*

Le jour suivant, sur les huit heures du soir, un fonctionnaire de la police vint me prévenir que le préfet de police avait à me parler immédiatement. L'agent m'accompagna, en automobile, à son bureau, et là me fut communiqué un décret d'expulsion *émis le 27 décembre* 1920 *ou bien un jour quelconque après mon départ en mission pour l'Autriche et la Hongrie.*

Je compris clairement alors l'étonnement de Roels; expulsé, j'aurais dû être arrêté à la frontière. Le décret était signé pour Steeg, par Roussillon, chef du 2e bureau, et contresigné par le directeur du cabinet du préfet de police. Avec ironie, le fonctionnaire, en me communiquant le décret d'expulsion, exprima son *regret que celui-ci frappât un officier plusieurs fois blessé et décoré.*

— Nous savons que vous possédez deux coffres au Crédit Lyonnais. Voulez-vous être assez aimable pour nous permettre d'y jeter un coup d'œil ?

Je m'y opposai, sachant que pour opérer une perquisition, il fallait, d'après la loi française, un ordre du procureur de la République.

— Eh! bien, alors, nous vous inculpons du délit d'attentat contre la sûreté de l'Etat et nous vous garderons à notre disposition.

Je savais que cela signifiait six mois de prison préventive. Il n'y avait qu'à s'incliner. J'acceptai donc, sans autre difficulté, signant même l'autorisation écrite qui me fut imposée.

Le jour suivant avait lieu la perquisition à laquelle assistait également un mystérieux personnage que j'ai su depuis être un commissaire de police de la légation yougoslave à Paris. On me confisqua les documents même de caractère privé. Dans un coffre, il y avait une somme d'argent qui représentait pour la plus grande partie mes pourcentages sur les nombreuses affaires déjà conclues pour le compte du *Temps.* On me demanda d'où provenait cette somme.

— C'est mon argent personnel.

— Ce n'est pas vrai, nous savons que ceci vous a été donné par une « Puissance étrangère ». (Oui, puissance étrangère, ou mieux, puissances étrangères, mais non celle à laquelle il voulait faire allusion.)

L'argent s'en fut rejoindre les documents.

On m'accorda douze heures de prorogation pour mon départ et je fus laissé en liberté.

Je me transportai au *Temps,* chez Roels, pour que celui-ci voulût intervenir avec son influence auprès du ministre de l'Intérieur. Il leva les épaules :

— Que voulez-vous, mon cher ami, il n'y a rien à faire. Evidemment, c'est une vengeance de vos ennemis yougoslaves ! (?).

Le cas *Markotoum,* aujourd'hui, achève de m'expliquer mon expulsion ; heureusement, j'ai entre les mains ce qui suffit à prouver les ignobles méthodes de MM. *Roels, Tavernier* et *Charles Rivet.* Mon expulsion n'est qu'un épisode de leurs agissements criminels.

Mon ami personnel, le docteur Pero Chotch, ministre des Affaires étrangères monténégrin, me donna l'argent nécessaire pour partir de Paris. Je choisis l'Italie pour lieu d'exil...

Ces révélations ne sont pas dictées par un intérêt matériel, je veux mettre en évidence, devant l'opinion publique italienne et française, la bassesse morale de MM. *Roels* et *Tavernier,* du *Temps,* et de leurs dignes compagnons *Charles Rivet* et ...

Je suis à la disposition de MM. Roels et Tavernier, Rivet et ... pour prouver encore mieux leurs canailleries et leurs bassesses.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, etc.

S. M. Selakovitch.

Un appel de Trotsky De Constantinople, en date du 1er juin, L. Trotsky a adressé aux militants un appel, que nous reproduisons ci-après, pour le secours des victimes de la répression stalinienne :

Dès que se répandit le bruit de mon bannissement, les camarades des différents pays, inquiets de mon sort, organisèrent des Comités de « Secours Trotsky ».

Tout en exprimant ma vive reconnaissance pour l'initiative prise par mes camarades à mon égard, je veux en même temps leur faire connaître que personnellement, je n'ai besoin d'aucune aide matérielle.

Les sommes qui ont pu être récoltées dans ce but, en rapport avec mon bannissement, seront versées par moi au fonds de secours destiné aux bolcheviks victimes du régime thermidorien instauré par la bureaucratie stalinienne.

Indépendamment du nom qui sera donné prochainement à ce fonds, je demande aux camarades de continuer à rassembler de l'argent, car le besoin qui règne parmi les bolcheviks léninistes (Oppositionnels) et leurs familles est maintenant immense.

Les ouvriers de l'U. R. S. S. qui tentent de rassembler des fonds pour l'Opposition sont menacés de chômage ou de déportation.

Dans les milieux de la petite bourgeoisie et de la bureaucratie, on considère, à juste titre, l'Opposition bolchevique comme le pire ennemi.

L'aide aux prisonniers et aux déportés devient de plus en plus nécessaire de la part des camarades d'idées, des amis, et, en général, des révolutionnaires de tous les pays.

***

Que prépare la journée du 1er août ? Sous ce titre, le Comité de rédaction d' « *Opposition* », revue de l'opposition de gauche — dont le premier numéro doit paraître prochainement — et « *Le Communiste* », de Belgique, ont publié une déclaration commune dont nous reproduisons la conclusion :

Que faire pour l'instant? Avant tout, il faut réparer l'erreur commise. Il faut renoncer à la manifestation du 1er août.

Mais ce sera un coup porté au prestige de l'Internationale communiste et de ses sections nationales ? Sans le moindre doute. Une si grossière faute politique ne peut passer sans laisser de traces, sans compromettre l'autorité du Comintern. Mais le mal sera moins grand, si l'on renonce en temps utile à la manifestation que si l'on s'entêtait dans l'erreur et si l'on faisait de la manifestation, ici, une indigne comédie, là, des rencontres de détachements révolutionnaires, peu nombreux, avec la police.

Le récent congrès du parti communiste allemand semble essayer, dans son manifeste, d'oublier l'appel du Bureau pour l'Europe Occidentale et de revenir au bon sens. Mais, au lieu de s'opposer clairement et fermement à l'appel, le manifeste du congrès se borne à diluer les mots d'ordre de technique militaire du Comintern. C'est la voie la plus mauvaise, car elle comporte tous les désavantages de la retraite et tous les dangers de l'esprit d'aventure.

Il faut renoncer à la manifestation. L'Opposition doit employer tous ses efforts à obtenir ce résultat. Elle doit savoir intervenir auprès de toutes les organisations du parti à l'insu desquelles la manifestation a été commandée. Elle doit s'adresser aux éléments avancés des syndicats. Aucun effort ne doit être épargné pour expliquer l'erreur et le danger de toute cette nouvelle entreprise fantaisiste. Il faut expliquer aux communistes et aux ouvriers révolutionnaires en général que la première condition des manifestations combatives de masses, à l'appel du parti, est une influence réelle du parti sur les masses, un influence conquise de jour en jour par une politique claire, juste et prévoyante. Or, la politique actuelle de l'Internationale communiste sape et détruit l'influence conquise par la Révolution d'Octobre, conquise à l'époque des quatre grands premiers Congrès du Comintern. Il faut radicalement changer de politique. Il faut commencer par renoncer à la manifestation du 1er août.

Le Gérant : M. Chambelland.



Impr. « LABOR », 8, Bd de Vaugirard, Paris (15e)